

Ruralia

Ruralia

Sciences sociales et mondes ruraux contemporains

16/17 | 2005

Varia

Conflits sociaux et organisations paysannes dans les campagnes italiennes, du *Risorgimento* à l'arrivée du fascisme au pouvoir

Manuela Martini



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/1072>

ISSN : 1777-5434

Éditeur

Association des ruralistes français

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2005

ISSN : 1280-374X

Référence électronique

Manuela Martini, « Conflits sociaux et organisations paysannes dans les campagnes italiennes, du *Risorgimento* à l'arrivée du fascisme au pouvoir », *Ruralia* [En ligne], 16/17 | 2005, mis en ligne le 01 juillet 2009, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/1072>

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

Tous droits réservés

Conflits sociaux et organisations paysannes dans les campagnes italiennes, du Risorgimento à l'arrivée du fascisme au pouvoir

Manuela Martini

À la mémoire de Pier Paolo D'Attorre,
historien et maire de la ville de Ravenne de 1993 à 1997

Les spécificités d'un mouvement. Remarques historiographiques

- 1 Le premier jour de Carême de l'année 1848, un groupe de patriotes démocrates offre aux habitants de Castellaro, petit bourg de 2 000 habitants situé dans la plaine du Pô, un véritable banquet. L'interdiction des autorités n'empêche pas l'événement, qui se termine en fête irrévérencieuse contre l'ordre politique et clérical. Plus tard, dans les années 1880, dans cette même région, ont lieu les premières grandes grèves du jeune mouvement paysan : des manifestations bruyantes de mécontentement – les grévistes criant « ça bout ! ça bout ! et d'un coup ça déborde ! » – que les notables démocrates apprennent bientôt à craindre.
- 2 Les démocrates du milieu du 19^e siècle, acteurs de premier plan ou simples figurants de l'unification nationale italienne, utilisent habilement les outils de la tradition populaire pour accoutumer les populations paysannes à des initiatives provocatrices, voire révolutionnaires¹. Cela ne signifie pas qu'ils soient prêts à leur ouvrir l'accès à quelque forme qui soit de répartition de la richesse nationale, et surtout pas de la terre. Nous savons que, parmi les forces politiques du *Risorgimento* libéral, si modérées ou démocratiques soient-elles, aucune n'est prête à exaucer les vœux des paysans. Inspiré par son engagement dans le parti communiste, Antonio Gramsci a forgé dans les prisons

fascistes l'idée que l'Unité italienne s'était caractérisée par une « révolution agraire manquée », synthétisant dans ce trait marquant un jugement négatif sur le processus d'unification². Dissipée l'aigreur du jugement politique, il reste aujourd'hui aux historiens la tâche de mettre au jour les raisons d'une telle impossibilité historique et du surgissement précoce et persistant de tensions sociales dans le monde rural italien contemporain. Cet antagonisme de longue durée entre les aspirations du monde rural et la volonté des élites politiques italiennes constitue l'objet de cet article. À travers une mise au point historiographique et un survol des étapes marquantes de l'histoire du mouvement paysan, on essaiera de repenser les termes du rapport conflictuel de ce dernier avec l'État italien issu de l'Unité.

- 3 Entre exclusion et intégration à la société civile, les populations rurales italiennes ont hanté, presque jusqu'à nos jours, la conscience des hommes politiques au pouvoir. La question agraire et paysanne s'est ainsi imposée aux yeux des historiens en tant que clé explicative de l'histoire de l'Italie unifiée et de l'identité nationale des Italiens. Italiens dont l'activité dominante, il est bon de le rappeler, se situe dans le secteur agricole jusqu'au début des années 1950³.
- 4 Le regard des historiens a toutefois changé au fil du temps. Les luttes agraires exceptionnelles de l'après-Deuxième Guerre mondiale avaient donné une signification politique à l'analyse historique de la question agraire, véritable blessure dans le corps de la société italienne, qu'il fallait étudier en termes institutionnels et politiques, en consonance avec l'engagement militant des historiens. Catholiques, communistes, socialistes se sont alors consacrés à un travail pointu et méritoire de reconstruction des divers courants politico-syndicaux du mouvement paysan⁴. À cette première phase, a succédé une attention marquée pour la dimension sociale de la question, dans le sillon d'une tradition bien implantée dans le paysage historiographique italien. Son apogée est sans doute représenté par la sortie presque simultanée de l'imposante *Histoire de l'agriculture italienne*, dirigée par Piero Bevilacqua, et du recueil édité par les soins de Pier Paolo D'Atorre et Alberto De Bernardi dans les *Annali* de l'éditeur Feltrinelli⁵.
- 5 Plus récemment encore, les historiens ont centré leurs préoccupations sur les pratiques culturelles des paysans – domaine auparavant largement négligé, qui s'est enrichi depuis les années 1990 d'études nouvelles. Pour ce qui concerne l'optique qui nous intéresse ici, elles s'étendent de l'analyse du processus de politisation des populations paysannes à celle de la sociabilité politique, de la sécularisation dans les campagnes à la symbolologie, aux rituels, aux formes festives de la politique au village⁶. Indéniablement toutefois, les toutes dernières années ont enregistré une perte de vitesse soudaine, non seulement de l'histoire du mouvement paysan, mais plus généralement de l'histoire agraire et rurale⁷. Ce manque d'intérêt récent tranche avec la floraison des années 1990 et est à peine nuancé par la toute nouvelle attention portée à l'histoire du territoire et de l'environnement⁸. Pourtant, non seulement la culture revendicative, les répertoires symboliques et les formes de la protestation, mais également le caractère de masse des partis de l'opposition, ont été longtemps redevables aux campagnes. Bien au-delà, toute la géographie électorale et la morphologie de la société civile ont été façonnées en Italie par l'héritage de l'extraordinaire mouvement paysan dont nous allons observer ici les traits marquants.
- 6 On peut même affirmer que l'importance numérique du mouvement et son degré de conflictualité pendant une quarantaine d'années, à cheval entre 19^e et 20^e siècles, constituent une exception italienne remarquable dans le panorama européen⁹. Ce constat

peut apparaître anodin si l'on compare l'Italie à la Grande-Bretagne, ou même à l'Allemagne et à la France, pays dont l'industrialisation est nettement plus avancée qu'en Italie, et surtout, où les actifs dans le secteur agricole sont bien moins nombreux qu'en Italie dans cette même période. En revanche, si l'on compare l'Italie à l'Espagne, ou même au Midi de la France, le fait que les épisodes de conflictualité, pourtant présents, soient incontestablement moins intenses et sans doute plus circonscrits dans l'espace, fait émerger les spécificités italiennes dans toute leur ampleur.

- 7 Voie exceptionnelle ou bien atypique sur le chemin de la modernisation européenne, la question est de savoir quels sont les traits particuliers qui l'expliquent¹⁰. Tout d'abord, son caractère original premier : le poids d'un groupe social en expansion du point de vue démographique et extraordinairement sensible à toute sollicitation organisationnelle, bientôt nommé *bracciantato*. La grande plaine du Pô, et dans une moindre mesure celle des Pouilles, le *Tavoliere*, où agriculture intensive et circuits internationaux du marché ont modifié en profondeur les rapports sociaux, sont les régions où se condense cet ensemble hétérogène et pourtant soudé de salariés agricoles qu'est le *bracciantato*. Des pages éclairantes ont été écrites par Franco Cazzola et Guido Crainz sur l'épopée séculaire des *braccianti* padans, massivement concentrés dans certaines régions du jeune État italien¹¹. Il suffira, pour en mesurer l'étendue, de rappeler qu'en certaines circonscriptions administratives, un tiers voire la moitié de la population active employée dans l'agriculture est composée de salariés¹².
- 8 Ce trait particulier du mouvement paysan, universellement reconnu, n'est toutefois pas le seul. Une deuxième spécificité est représentée par le rôle moteur des métayers en termes d'action conflictuelle et de capacité organisationnelle, notamment à partir du début du siècle et plus particulièrement de l'après-Première Guerre mondiale. Il s'agit encore une fois d'un élément original du mouvement paysan italien, remarqué mais rarement enquêté, hormis quelques notables exceptions¹³. Or, ce phénomène touche de vastes régions de l'Italie du centre (Toscane surtout, mais aussi Marches et Ombrie) et prend de dimensions imposantes au début du 20^e siècle. Sur le million de grévistes agricoles de l'« année rouge » 1920, au moins la moitié sont des métayers¹⁴. Le grand historien marxiste Emilio Sereni avait saisi l'importance de cette présence et l'avait expliquée, dans le sillage de Karl Marx, en considérant le métayage comme une forme de transition entre féodalisme et capitalisme. L'évolution capitaliste du système aurait subordonné le travail au capital et prolétarisé le métayer en lui enlevant ses moyens de production¹⁵. Ce cadre interprétatif s'articulait par ailleurs parfaitement avec les études menées dans les années 1960 sur la syndicalisation et la politisation des métayers. Ces dernières insistaient sur l'importance des sollicitations politiques, notamment socialistes, provenant de l'extérieur du système du métayage. En réalité, les choses ne sont pas déroulées de manière si linéaire dans les campagnes. En premier lieu, la politisation des métayers avait commencé bien avant que le processus de prolétarianisation fût achevé¹⁶. L'État unitaire notamment avait joué un rôle clé en tant que vecteur de nationalisation, et les élites libérales avaient entamé le processus de politisation des paysans en créant de structures associatives nouvelles dans les bourgs ruraux. Deuxièmement, les métayers s'obstinaient à avancer des revendications qui mettaient en avant leur « nature paysanne », comme le remarquent les observateurs socialistes de l'époque. Pour expliquer l'ensemble de ces éléments, il devient dès lors indispensable de prendre en compte les tensions internes au mode de faire-valoir.

- 9 Les rapports de force internes au système de la *mezzadria* sont indéniablement accentués par la tentative des propriétaires de réduire les marges d'autonomie des métayers, par l'introduction de nouvelles cultures et la part croissante de la commercialisation des produits de la ferme dans la seconde moitié du 19^e siècle. Et leur analyse permet sans doute de donner la place qu'elles méritent aux revendications qui accentuent le caractère « ouvrier » du métayer, et notamment celles qui visent à augmenter la part du produit du ressort du métayer ou à faire disparaître les corvées et dons en nature au « patron ». En même temps, cependant, l'examen des ces relations de plus en plus tendues à cause des pressions patronales aide à mieux comprendre les revendications qui mettent en avant la « nature paysanne » du métayer, et tout particulièrement celles visant à définir le cadre juridique de la rupture du contrat (afin de réduire les abus et les prévarications des propriétaires) et, surtout, celles qui insistent sur la participation du métayer à la direction de l'exploitation.
- 10 Pour mieux expliquer ce double registre revendicatif, il est donc nécessaire d'insister sur la dimension contractuelle du pacte de métayage, qui scelle, du moins symboliquement, un contrat entre deux associés, deux « *soci* »¹⁷. Le rapport de force dans lequel se trouvent ces deux acteurs aux intérêts de plus en plus divergents aux cours du 19^e siècle explique un paradoxe apparent. Ce faire-valoir, exalté par les agronomes et les possédants libéraux comme rempart contre la subversion de l'ordre social, contient de fait une charge conflictuelle largement sous-estimée par ces défenseurs. La grande flexibilité de la *mezzadria*, capable de s'adapter à la modernisation agricole, n'est pas infinie¹⁸. Enfin, pour revenir aux sollicitations « externes » au système, il faut également prendre en compte le pragmatisme de l'action de certains dirigeants socialistes locaux vis-à-vis des revendications du métayer. Les pratiques de ces syndicalistes sont le plus souvent une libre adaptation de la théorie de la socialisation de la terre prônée au niveau national. Ce n'est donc pas par hasard que les rares études sur la socialisation politique dans les campagnes concernent la Romagne et la Toscane, deux régions où le métayage est dominant.
- 11 L'intégration économique et politique lente et graduelle des « paysans » à la « modernité » et à l'État national, que ces études présentent comme en cours d'accomplissement à partir des années 1840, nous incite à regarder de près les continuités avec les pratiques associatives et les rituels politiques du *Risorgimento*. Cependant, pour expliquer où et comment cette équation a eu des résultats efficaces, il est indispensable d'associer à cette perspective celle de l'examen des transformations internes au monde rural. Cette analyse seule permet d'expliquer la concentration durable, dans certaines régions, d'une structure organisationnelle revendicative et d'une conflictualité qui se renouvelle pendant un demi-siècle¹⁹. Cette concentration singulière se met en place dans des espaces économiques et sociaux qui se distinguent par des caractères structuraux qui ne sont pas forcément identiques d'une région à l'autre. L'analyse à une échelle réduite, micro-régionale, voire locale, de l'aménagement foncier et du marché du travail agricole, permet ainsi de découvrir les mécanismes et les rythmes des transformations qui touchent ces territoires dans la seconde moitié du 19^e et le premier quart du 20^e siècle²⁰. Elle permet également d'observer les changements sociologiques qui interviennent au sein des familles paysannes pendant cette période. Les fractures générationnelles et les relations de genre se modifient très rapidement dans certains contextes ruraux, notamment dans la plaine du Pô et les régions où s'impose l'émigration de longue distance²¹.

- 12 La floraison d'études des années 1990 sur les familles et les femmes dans les campagnes a mis en lumière, notamment, que l'accès au salaire individuel pour les femmes constitue un tournant crucial. Les femmes, on le sait, ont toujours travaillé, y compris dans les régions d'arboriculture intensive du Sud, mais leur apport est rarement quantifiable²². Les contrats concernent l'ensemble de la famille, mais sont négociés par son chef. De plus, le code civil de 1865 enlève aux femmes mariées toute autonomie économique en les subordonnant à la volonté de leur mari. Les choses changent, et pour un nombre croissant de femmes, dans la seconde moitié du 19^e siècle, avec le revenu monétaire que les salariées obtiennent grâce à leur travail extra-domestique. À partir de 1919, elles peuvent le gérer de manière autonome. Un décret ratifie formellement ce droit, creusant une brèche irréversible dans le principe de l'autorisation maritale. Or ces femmes, dans les limites géographiques et politiques qui seront évoquées plus loin, participent de façon non marginale au mouvement paysan, tout particulièrement dans son épiceutre padan²³.

Mondes antagonistes. Les origines

- 13 Prendre en compte l'impact, dans ce monde en mouvement, de la propagande politique provenant de l'extérieur, impose un double déplacement. Le premier concerne le décalage du cœur chronologique, non plus centré sur le début du 20^e siècle, mais situé désormais en amont, dans la deuxième moitié du 19^e siècle. Le deuxième est le renversement de l'angle d'observation. Au lieu de partir de la description d'une conflictualité progressivement disciplinée et rationalisée grâce à la mise en place des réseaux organisationnels des syndicats, on partira ici d'un regard d'ensemble sur les organisateurs et la genèse du mouvement, afin de saisir le rapport complexe qui s'instaure entre le monde rural et le tissu de petites villes d'où ces organisateurs proviennent. Il s'agit d'une approche qui privilégie l'optique de la continuité avec le processus d'intégration démocratique et nationale débutant dans les deux décennies post-unitaires²⁴. Cela ne nous empêchera pas d'observer les solutions de continuité politiques et les écarts dans les pratiques, notamment lors de l'adoption de formes de lutte, symboliques et modes organisationnels internationaux adaptés aux contextes locaux.

Le réseau organisationnel

- 14 La densité extraordinaire du réseau des organisations paysannes dans certaines régions septentrionales, tout particulièrement en Émilie-Romagne, à partir des deux dernières décennies du 20^e siècle, est sans doute le premier trait caractérisant le mouvement. L'articulation complexe de ces concentrations institutionnelles est son deuxième trait spécifique. Qui plus est, leur implantation s'est réalisée très rapidement de l'ouest à l'est de la plaine du Pô, de la Lombardie aux cultures irriguées en passant par l'Émilie où grande et petite cultures se côtoient, pour arriver à la basse plaine de la Vénétie, le *Polesine*, aux grandes exploitations céréalières et rizicoles. Les premières organisations syndicales et coopératives qui surgissent ici et là dans les années 1880 sont bientôt imitées, entraînant une diffusion en tache d'huile, bien illustrée par le travail de Guido Crainz²⁵. La question est alors de savoir où plongent les racines du tissu organisationnel qui, en vingt ans à peine, couvre une bonne partie de ce territoire du centre-nord de l'Italie.

- 15 On a vu qu'un début de politisation, l'utilisation de modalités d'expression politique moderne, s'affirment de manière indéniable dans les zones rurales – du moins si on ne les mesure pas avec le critère classique de la participation électorale, mais à travers d'autres pratiques, moins formalisées, de la vie politique. Les rites et fêtes institutionnalisées pour célébrer la nation italienne, et surtout la multiplication des sociétés de secours mutuel, jouent un rôle fondamental dans la diversification de la société civile au niveau local, en brisant le triangle classique liant propriétaire, prêtre et paysan. Si les sociétés mutuelles exclusivement constituées par des paysans ou des ouvriers agricoles sont relativement peu nombreuses, la présence de ces derniers est en revanche certaine, non seulement dans les sociétés dites « mixtes » dans les statistiques gouvernementales, mais aussi dans les sociétés qui associent des terrassiers du bâtiment, des chemins de fer ou des travaux publics²⁶. Cependant, il n'est pas toujours aisé d'identifier une filiation directe entre ces sociétés et les organisations syndicales et les coopératives du mouvement paysan. Force est de constater que les attitudes des individus ont un poids considérable dans cette première phase. D'anciennes figures du *Risorgimento* démocratique, telles que Francesco Siliprandi et Giuseppe Sartori, actifs dans les campagnes de Mantoue, accentuent les fonctions solidaristes du secours mutuel lorsqu'ils se tournent vers le socialisme, et transforment les associations mutualistes paysannes en véritables sociétés de « résistance ».
- 16 À Ravenne en revanche, berceau organisationnel bien connu à l'époque, même au niveau international, où notamment la première coopérative de travailleurs agricoles voit le jour en 1883, on a affaire à un groupe de jeunes dirigeants socialistes qui se lancent dans la fondation d'institutions nouvelles. Le père fondateur de la coopération agricole, Nullo Baldini, est certes issu d'une famille libérale, mais est déjà socialiste à vingt ans, grâce à l'influence d'Andrea Costa, le célèbre *leader* du parti socialiste de Romagne, élu en 1882 premier député socialiste au parlement dans un collège de Romagne.
- 17 Depuis les années 1840, aussi bien la région de Mantoue que celle de Ravenne connaissent des transformations économiques considérables. Ce sont ces dernières qui contribuent à créer un terrain propice aux premières fondations de syndicats et d'associations politiques radicales. Rizières et cultures fourragères s'étendent à vue d'œil entre Novare, Vercelli, Crémone et Mantoue dans la seconde moitié du 19^e siècle, de même que se multiplient les grands domaines de culture irriguée, les *cascine* où se concentrent les travailleurs agricoles, dits « obligés », salariés à l'année²⁷. Plus à l'est, vers Bologne et Ravenne, on assiste à un développement spectaculaire non seulement des rizières (tableau 1), mais également de cultures intensives, notamment de la viticulture et de la culture de plantes industrielles telles que le chanvre. Leur diffusion est favorisée par le niveau soutenu des prix. Du point de vue social, cette conjoncture positive se traduit par l'affaiblissement de deux groupes intermédiaires de la société rurale padane : à l'ouest les petits fermiers, et à l'est les métayers. Le nombre croissant de journaliers (*avventizi*) qui commence à caractériser ces régions est dû seulement en partie à la fragmentation des familles résultant de la croissance démographique. Ce sont surtout des familles qui ne trouvent plus d'exploitations sur le marché qui franchissent le seuil du salariat, et par la même occasion, entament un processus de déclassement pour l'heure atténué par la demande croissante de main-d'œuvre salariée²⁸.
- 18 Cette phase ascendante s'accompagne d'une extraordinaire ramification des transports et des communications : routes, chemins de fer, plus tard le télégraphe couvrent dès l'unification l'ensemble du territoire italien – ou plus exactement ses parties non

montagnardes. Les déplacements, entre les villes, mais aussi à travers les campagnes, deviennent plus faciles pour un nombre croissant d'Italiens.

Tableau 1 : Superficie des rizières dans la basse plaine padane (hectares) ²⁹

Provinces	Superficie 1841 ;1843 ; 1846 ; 1847 ; 1851	Superficie 1870-1874	Taux d'accroissement (%)
Pavia	17 616	56 355	219,9
Mantova	9 585	14 350	49,7
Verona	17 958	13 790	-23,2
Rovigo	2 135	10120	374,0
Reggio Emilia	1 961	2 770	41,25
Modena	4 353	735	-83,1
Bologna	5 082	8 575	68,7
Ravenna	2 501	6 900	175,9
Parma	--	3.550	
Ferrara	--	2 222	
Padova	--	2 790	
Venezia	--	3 840	

- 19 Cette conjoncture positive s'arrête toutefois avec la chute, tardive mais brutale en Italie, des prix des céréales en 1881, bientôt suivie par celle des autres produits agricoles. Les grandes exploitations agricoles sont touchées instantanément : il suffit de penser à la spectaculaire réduction de la surface destinée aux rizières, grandes demandeuses de main d'œuvre ³⁰.
- 20 Dans ce contexte de récession, le mouvement paysan trouve un terreau propice. Au vrai, il atteint son apogée à la sortie de la crise, dans les premières années du 20^e siècle, mais la crise favorise son enracinement, notamment parmi les salariés. D'un côté, elle entretient l'essor de cellules syndicales, les ligues de « résistance », au sens littéral du terme, contre les baisses salariales. De l'autre, elle fait émerger, face à la diminution brutale des journées travaillées par journalier, l'un des objectifs phares du mouvement, l'« obligation d'embauche », formule créée pour désigner l'imposition et la réglementation syndicale de la répartition des tours de travail des ouvriers. Le maillage fin des cellules syndicales recouvre ainsi celui des « places » du marché du travail. Ces places sont, au sens métaphorique et physique du terme, des lieux de rencontre, de transmission

d'informations, d'expérimentation de formes organisationnelles, où les chefs d'équipe peuvent se transformer en *leaders*. Dans les plaines méridionales des Pouilles comme dans les terres « basses » de l'Émilie, les ligues se constituent dans ces lieux publics de concentration ouvrière³¹. Une fois les réseaux locaux mis en place, les fédérations provinciales réunissant plusieurs ligues voient le jour à un deuxième niveau, supra-local.

- 21 Plus largement, c'est l'ensemble du mouvement qui s'articule et se territorialise, avec toutes les expressions institutionnelles qui lui sont propres, au premier chef la coopération. On assiste tout d'abord à la diffusion massive des coopératives « de travail », sous l'effet du *lobbying* exercé par le député socialiste Andrea Costa au Parlement. Les coopératives les plus solides arrivent à obtenir la gestion directe des travaux publics en atteignant ainsi leur but premier : l'élimination des intermédiaires dans la gestion et la réalisation des appels d'offres publics. Mais elles diversifient également leurs activités. Ainsi, des coopératives « de production » commencent à louer de vastes terrains et à les faire cultiver par leurs propres associés³². La remarquable capacité organisationnelle dont elles témoignent a amené certains historiens à parler à leur sujet d'« *entreprenariat social* »³³.
- 22 Il s'agit des premiers pas d'un processus d'intégration nationale qui suit des voies autonomes : alternatives, à défaut d'y parvenir à travers la voie royale de l'exercice du droit de vote, interdit aux illettrés même dans la loi électorale assouplie de 1882 ; voire dissidentes, aussi bien économiquement que politiquement. Comme le sociologue politique Robert Michels l'avait remarqué déjà à l'époque, c'est à travers l'appartenance syndicale que passe l'adhésion politique dans ces campagnes, le plus souvent via les mêmes « *agitateurs* » qui cumulent charges syndicales et politiques³⁴. Le socialisme rural italien trouve ainsi des héros locaux, tel Giuseppe Massarenti, qui fonde une ligue de résistance entre les salariés agricoles, la coopérative de consommation et la coopérative agricole de Molinella, et devient ensuite maire de la ville entre 1906 et 1914³⁵.
- 23 Les sections socialistes se diffusent rapidement dans les campagnes padanes, surtout après 1892, date de la fondation du Parti socialiste italien. Elles complètent ainsi la maille des institutions locales du mouvement paysan. Physiquement concentrées dans un même lieu, la *maison du peuple* – la première est fondée en 1893 en Émilie –, ces institutions deviennent des repères incontournables pour les travailleurs dans l'espace rural.
- 24 L'adoption de la symbologie internationaliste par le mouvement paysan permet plus particulièrement de rendre visible et de faire partager la socialité alternative dans l'espace public. Elle s'exprime à travers des formes de communication renouvelées (les chants populaires, les bals et les fêtes) et de nouveaux rituels politiques : les banquets électoraux, les fêtes d'inauguration de sections nouvelles ou encore les célébrations du premier mai, chômé dès le début des années 1890. Deux mille sarcleuses de riz, les *mondine* de la basse plaine de Bologne, défilent en 1897 avec des giroflées rouges tout au long de l'unique route de Molinella pour assister au discours public d'Andrea Costa, qui a lieu le 1^{er} mai sur la place principale de la ville³⁶.
- 25 Discours électoraux, *meetings* politiques et presse locale constituent les voies principales de la politisation : les campagnes sont sillonnées par les dirigeants politiques, socialistes surtout, mais aussi républicains à Forlì et Ravenne, et catholiques à Crémone et dans la Vénétie. Propagande et pédagogie civile vont de pair : l'alphabétisation à but électoral en est peut-être le meilleur exemple³⁷. Les fruits de cette œuvre inlassable sont particulièrement évidents après les premiers congrès nationaux aux chorégraphies inédites. On y chante l'hymne des travailleurs (*Canto dei lavoratori*), composé par le jeune

avocat socialiste Filippo Turati en 1886, et on y expose en abondance drapeaux et cocardes rouges. Et les multiples congrès régionaux qui accompagnent les rassemblements nationaux commencent à adopter les mêmes symboles éclatants³⁸ – au point que la réaction du gouvernement, guidé par l'ancien garibaldien sicilien Francesco Crispi, ne tarde pas à se traduire dans des mesures répressives. Le mouvement des Faisceaux siciliens donne un prétexte pour interdire, au sud comme au nord, tout signe ostensible du nouveau langage politique, dissoudre associations et cercles politiques et emprisonner leurs *leaders*. Les campagnes sont au cœur de la tempête : sur 574 responsables politiques condamnés en 1894, 387 (67 %) proviennent d'un bourg rural de l'Émilie³⁹.

Conflits aux champs

- 26 Selon une tradition historiographique qui s'inspire des écrits des protagonistes du mouvement paysan du début du 20^e siècle⁴⁰, *la Boje !*, le grand mouvement de protestation qui traverse la plaine du Pô de l'ouest à l'est, en passant de la région de Crémone à celle de Ferrare entre 1884 et 1885, marque le début de la chronologie des protestations rurales modernes. La raison principale de cette reconnaissance précoce est le caractère organisé pris par les protestations dans plusieurs régions padanes. L'historiographie politico-institutionnelle y retrouve les traces de la grève dans sa forme consciente et préméditée et le rôle crucial joué par les cadres des associations mutuelles et des syndicaux locaux. Cette perspective permet de lire ce mouvement comme le début d'un processus d'intégration de l'action paysanne dans la sphère politique à travers des formes d'expression politique d'opposition, orientées contre les classes dirigeantes. Cela s'accompagne d'une lecture négative du processus d'intégration des paysans entamé par les différentes composantes libérales du *Risorgimento*, dont l'action, évidemment, se serait soldée par un échec. Or, cela signifie négliger tout d'abord l'influence directe, sur le déclenchement de la protestation, de certains acteurs particulièrement radicaux issus directement de l'expérience du *Risorgimento*, en leur collant une étiquette socialiste commode mais trop réductrice. Ensuite, et plus généralement, on ignore ce faisant les sédimentations multiples de l'apprentissage politique qui se sont accumulées dans les années post-unitaires, imprégnées d'esprit nationalisant, accompagnées d'initiatives concrètes qui ont précédé et permis *la boje !* L'optique de continuité que nous avons adoptée nous incite, en d'autres termes, à effectuer un rapprochement entre les différents moments de la protestation collective qui, entre 1848 et la chute du régime libéral en 1922, voient parmi leurs acteurs les paysans.

Révoltes paysannes autour de l'unification italienne

- 27 S'il est vrai que les démocrates radicaux, sans réserve vis-à-vis de l'action révolutionnaire impliquant les paysans, tels qu'un Carlo Pisacane, sont une petite minorité et que leurs efforts se heurtent à l'incompréhension, voire à l'hostilité des populations habitant les territoires faisant l'objet de leurs expéditions, il est également certain que d'autres populations rurales ne rechignent pas à l'engagement patriotique. Le plus souvent, les ruraux se trouvent toutefois rejetés par les « révolutionnaires » libéraux assiégés dans leurs villes par les armées des souverains destitués mais refusant, comme dans le cas de Mantoue en 1848, pour revenir à l'exemple dont on est parti, l'aide des campagnes. L'élan « freiné » qui caractérise l'attitude concrète de la grande majorité des comités

révolutionnaires mis en place dans les principales villes italiennes en 1848, se solde par la subordination des démocrates aux modérés, mais n'enlève rien au potentiel, dans certains cas effectif, de la participation rurale⁴¹. Et ceci notamment grâce à l'action d'une fraction des démocrates et à une certaine sympathie pour l'unification de la part de quelques ecclésiastiques, notamment dans les campagnes lombardes, mais également dans les campagnes siciliennes, où ne manquent pas les exemples d'engagement du clergé dans la cause patriotique⁴². Malheureusement l'absence d'une étude d'ensemble sur la composante démocratique et ses articulations nous empêche d'aller au-delà de ces premières considérations, avancées en guise d'hypothèse.

- 28 De même qu'il est difficile de donner un aperçu documenté de l'attitude des « révolutionnaires » et de la participation des campagnes aux émeutes de 1830 et 1831, notamment dans les campagnes de l'Émilie et de la Romagne. On ne saurait toutefois imaginer les campagnes complètement indifférentes, ne serait-ce qu'aux multiples passages de troupes qui les ont parcourues pendant plusieurs mois. La cruauté dont l'armée pontificale semble avoir fait preuve a amené les contemporains à parler de risques de guerre civile⁴³.
- 29 Un épisode bien connu révèle en revanche de manière exemplaire les limites de l'action démocratique des protagonistes du *Risorgimento*, cette fois très loin des campagnes padanes, dans la Sicile de l'expédition garibaldienne des Mille, décisive dans le processus de l'Unification italienne. Les espoirs soulevés parmi la population sicilienne par le débarquement des troupes garibaldiennes sont brusquement désavoués. Lorsque les paysans de Bronte, dans les campagnes de Catane, occupent les terres avec l'intention de se les approprier, ils découvrent que la chute des institutions d'Ancien Régime ne s'accompagne d'aucune distribution de la terre aux paysans⁴⁴. La répression sanglante du général Bixio, pendant l'été 1860, leur ôte toute velléité émancipatrice.
- 30 Les plébiscites ratifiant l'adhésion des populations des anciens États italiens au nouvel État constituent les seuls espaces d'expression politique accordés par les autorités piémontaises aux classes populaires urbaines et rurales⁴⁵. L'exclusion des paysans par un système électoral censitaire très restrictif marque ensuite les limites démocratiques du régime libéral, qui attend 1912 pour instaurer le suffrage universel masculin. La réaction paysanne à cette situation de marginalisation politique et économique s'exprime par des tensions de natures différentes. On doit écarter de notre objet le brigandage méridional, que depuis longtemps on ne saurait plus identifier avec le « banditisme social » cher à Eric Hobsbawm⁴⁶. Il est en revanche indispensable d'évoquer ici rapidement, parmi les révoltes collectives qui ponctuent l'histoire des premières décennies de l'unification, les révoltes contre l'impôt sur la mouture des céréales, le *macinato*. On doit tout particulièrement souligner jusqu'à quel point le mécontentement paysan croise les critiques et les reproches de l'opposition démocratique à la politique des gouvernements conservateurs. À l'inverse, Renato Zangheri, l'un des premiers historiens à avoir étudié ces émeutes, en a encore récemment parlé comme d'un phénomène essentiellement anti-unitaire⁴⁷. Or, dans ses études émergent des éléments contradictoires. Les revendications et les actes de protestation violente qui éclatent dans certaines régions de l'Émilie s'adressent certes au gouvernement avec le langage de l'« économie morale » d'Ancien Régime, mais expriment également de clairs symptômes d'antagonisme social. Les symboles et les revendications d'autrefois pour l'abolition de l'impôt « odieux » côtoient des protestations diffuses, et ne sont pas canalisés par les démocrates locaux, pourtant critiques vis-à-vis de la loi. Sur les places, où journaliers, artisans, métayers et petites

propriétaires se mêlent, on fait les louanges du pape contre le gouvernement libéral ; mais dans les mêmes villages, on écrit aussi des billets de cette teneur : « Ceci est un avis que vous fait (sic) les paysans un jour nous voulons tuer tous les seigneurs (*signori*), le maire, le délégué et le secrétaire et tous les notables infâmes... »⁴⁸. Surtout, le rejet en bloc de cet impôt, toujours détesté malgré ses révisions multiples, reste inchangé jusqu'à son abolition en 1880, juste à la veille du mouvement *La Boje* !

La *Boje* ! (1884-1885)

- 31 La myriade de grèves et protestations qui se multiplient dans la plaine du Pô pendant presque deux ans et s'imposent au regard des contemporains comme un phénomène nouveau a été longuement analysée par les historiens, mais uniquement selon la « variable syndicale ». À ceux qui pointaient du doigt le primitivisme du mouvement, archaïque et désordonné dans ses formes de lutte, d'autres opposèrent un jugement plus mitigé, mettant en avant l'étendue du mouvement à l'ensemble de la plaine du Pô et l'utilisation de formes de protestation organisées et préméditées.
- 32 Récemment on a plutôt insisté sur l'hétérogénéité du mouvement. Tout d'abord, on a insisté sur la mixité sociale relative des manifestants, journaliers mais aussi petits fermiers et petits propriétaires mécontents. Deuxièmement, on a noté la coexistence de modalités organisationnelles de type syndical et de pratiques anciennes : les incendies et l'abattage clandestin d'arbres, les formes carnavalesques de renversement du pouvoir, et plus généralement l'importance des dynamiques communautaires dans le déroulement des protestations⁴⁹. Enfin, en ce qui concerne les causes, on a opportunément mis l'accent sur la synergie qui s'est établie entre crise économique et campagne électorale au début des années 1880.
- 33 Les discours pensés en 1882 pour des buts électoraux ont des conséquences imprévues dans ces premières années de dépression des prix agricoles. L'impact de la propagande a un effet de déclenchement du mécontentement dans les campagnes, tout particulièrement lorsque l'orateur est sensible aux problèmes du monde rural. Andrea Costa et Filippo Turati, les pères fondateurs du socialisme italien, comprennent précocement que la diffusion du socialisme ne peut pas se passer des campagnes en Italie, et se saisissent de l'occasion.

La crise de la fin du siècle : les faisceaux siciliens et 1898

- 34 Cette même liaison entre malaise économique, mécontentement politique et revendications syndicales se dégage de l'observation du mouvement des Faisceaux siciliens.
- 35 Sur la base du réseau de sociétés de secours mutuels de matrice libérale, une ramification fine de cercles socialistes se met en place et crée le support organisationnel pour des protestations qui couvrent une bonne partie de l'île entre 1893 et 1894, et tout particulièrement dans les provinces de Palerme et Catane. Une multitude de *meetings* politiques accompagnés de discours publics, et un bon enracinement des dirigeants au sein des communautés locales, permettent au mouvement protestataire de se diffuser très rapidement.
- 36 La répression du gouvernement déclenche et accentue l'attitude anti-étatique et anti-notabiliaire de ces manifestations, qui s'orientent bientôt vers les symboles de l'État et les

lieux de l'exclusion civique des paysans : cercles bourgeois et des « seigneurs », bureaux des impôts et palais des notables mal vus. Ces protestations, et surtout les violences matérielles, ont attiré sur les *Fasci siciliani* des jugements sévères, qui ont porté sur le caractère « arriéré » du mouvement et conduit à lui assigner la catégorie de « modernisation passive » – alors même que le processus de développement de ces régions se produit par insertion dans des circuits internationaux de commerce des produits agricoles. Les historiens de l'après-Deuxième Guerre mondiale stigmatisent l'archaïsme des formes de cette protestation populaire avec la même acrimonie que la presse socialiste de l'époque...

- 37 Encore plus sévères, certains contemporains définissent le mouvement de 1898 comme une « protestation de l'estomac ». L'enchevêtrement de revendications syndicales et annonaires rend le mouvement encore plus ambigu, aussi bien aux yeux des contemporains que des historiens. Et pourtant, ces protestations, couplant des requêtes salariales et le mécontentement contre la hausse du prix du pain et de la farine due à la politique protectionniste du gouvernement, ont une portée nationale. Milan en état de siège et aux rues ensanglantées par la répression gouvernementale, a pris toute la place dans l'histoire de la crise politique de la fin du siècle, mais le mouvement a été aussi – et surtout – un mouvement rural. Lorsque l'on quitte les villes, les conflits ne sont pas moins violents. Les rapports entre manifestants et autorités deviennent au contraire plus personnels et directs. Et là où les syndicats ont déjà pris pied, on observe des formes particulières de protestation. Dans la plaine de Bologne, les manifestants, en majorité des sarclouses de riz, quittent les champs où on leur a refusé l'augmentation de salaire demandée et se dirigent vers les places des bourgs ruraux, où elles mettent en scène la représentation de leurs besoins, envoyant des représentantes à la mairie pour exiger la baisse du prix du pain. Face au refus des autorités, ces foules campagnardes singulièrement disciplinées se bornent à prélever le pain des épiceries, sans toucher à d'autres marchandises bien plus attrayantes, et à le partager sur la place municipale selon le nombre de bouches par famille ⁵⁰.

L'apogée de la conflictualité et du principe organisationnel

- 38 L'année 1901 marque un tournant à plusieurs points de vue. Il s'agit d'une césure chronologique aussi bien sur le plan de la contestation que de l'organisation. La Fédération nationale des travailleurs de la terre (*Federterra*) est fondée à Bologne cette année-là, après une vague de grèves ayant atteint pour la première fois les 200 000 manifestants, et touché simultanément le nord de l'Italie, du Piémont à la Vénétie, et le sud, notamment les Pouilles. L'effort pour donner aux ligues des moyens d'action permanents, au-delà des épisodes conflictuels singuliers dont elles étaient issues, prend donc une dimension nationale. Ce processus d'institutionnalisation est dans un premier temps contrasté. Le pic dans la participation aux protestations syndicales de 1901-1902, qui ne sera plus atteint jusqu'en 1919, est suivi par une accalmie des contestations et une baisse importante des inscriptions à la Fédération (tableau 2) ⁵¹. L'essentiel de la base fond, et la *Federterra* se réduit à la Fédération bolognaise, véritable bastion du mouvement tout au long de son histoire. À partir de 1905, une nouvelle phase s'ouvre grâce à l'action énergique du nouveau secrétariat général, dirigé par une femme, Argentina Altobelli. La Fédération adhère à la Confédération générale du travail (

Confederazione generale del lavoro, CGdL) nouvellement créée en 1906, et entame une nouvelle série d'actions syndicales, notamment en Émilie, en 1906-1908 et 1911-1913. Elles ne sont pas toujours couronnées de succès, mais étoffent pourtant les rangs des inscrits et procurent à la Fédération une assise stable, composée principalement de journaliers et, dans une moindre mesure, de colons et métayers. Cette composition de la base des inscrits, dominée par les *braccianti*, traduit parfaitement l'orientation ouvriériste de la *Federterra*, dont la ligne directrice majoritaire visant à la collectivisation des terres s'impose dès le congrès de 1901. À partir de 1905 et jusqu'à la veille de la guerre, la Fédération pourra ainsi compter sur quelque 150 000 inscrits, ce qui la hisse au premier rang des organisations syndicales agraires en Europe ⁵².

Tableau 2 : Les adhérents de la Fédération nationale des travailleurs de la terre, 1901-1921 ⁵³

année	adhérents	année	adhérents
1901	152 022	1912	164 978
1902	227 791	1913	157 470
1903	45 000	1914	115 776
1904	50 000	1915	106 336
1905	75 000	1916	88 657
1906	77 776	1917	81 451
1907	108 153	1918	93 191
1908	136 067	1919	300 000
1909	143 000	1920	845 635
1910	157 099	1921	802 089
1911	152 149		

Tableau 3 : Les effectifs de la Fédération nationale des travailleurs de la terre, composition régionale en 1920 ⁵⁴

	inscrits	%
Piémont	65 504	8,21
Lombardie	175 620	22,01
Vénétie	150 093	18,81

Ligurie	4 300	0,54
Émilie-Romagne	284 831	35,70
Marche	13 485	1,69
Toscane	55 574	6,97
Ombrie	18 000	2,26
Latium	18 050	2,26
Abruzzes et Molise	9 282	1,16
Campanie	3 061	0,38
total	797 800	100

39 Ce changement de vitesse est lié à une transformation plus générale de la scène politique nationale. Les grèves des années 1900 et 1901 dans l'agriculture et l'industrie s'accompagnent d'un virage libéral après la crise autoritaire de la fin du siècle. Ministre de l'Intérieur en 1901, et dès 1903 chef du gouvernement, Giovanni Giolitti impose à la classe dirigeante libérale son programme de renouvellement politique centré sur la reconnaissance du mouvement ouvrier organisé. Ce choix de « non-intervention dans les conflits entre capital et travail » a un impact modernisateur considérable sur la vie politique italienne⁵⁵. L'intégration politique d'une couche importante du monde rural commence à devenir une réalité. L'autonomie syndicale de la Fédération des travailleurs de la terre est loin de s'apparenter à une neutralité politique. Son orientation affichée est socialiste et peut désormais s'exprimer ouvertement, à travers la création des « contre-mondes » institutionnels évoqués précédemment, et sur le terrain de la revendication syndicale. La sortie de la grande dépression de la fin du 19^e siècle permet à ces actions d'être non plus défensives, mais véritablement revendicatives.

Les réponses à la crise et les « *braccianti* ».

40 La réaction à la crise débouche sur une restructuration économique remarquable de l'agriculture italienne : les grands travaux de bonification lancés par le gouvernement pour pallier le chômage hivernal créent des surfaces nouvelles parfaitement adaptées à la grande exploitation. De nouvelles cultures industrielles, comme la betterave à sucre, entrent ainsi dans la rotation agricole dans la plaine drainée. La baisse des prix des céréales est généralement compensée par l'intensification de l'élevage, notamment en Lombardie, ou par l'augmentation de la productivité des terrains cultivés. En cette fin de siècle, deux innovations sont décisives en termes de productivité : la mécanisation, notamment pour le battage, et l'introduction massive d'engrais artificiels⁵⁶. Dans certaines provinces, la productivité de la terre par hectare augmente de 30 % en 20 ans. En 1890-1894, on produit en moyenne à Ferrare 13,03 quintaux de blé par hectare, alors qu'en 1870-1874 la moyenne était de 10,65 quintaux par hectare⁵⁷.

- 41 La structure sociale change également par rapport aux années 1870. Au tournant du 20^e siècle, le monde rural se transforme : une armée de salariés agricoles se distribue dans les plaines du nord et du sud de l'Italie⁵⁸. Il s'agit toutefois d'une population qui est loin d'être homogène. Il faut tout d'abord distinguer les salariés payés à la journée (*avventizi*), installés dans les terres récemment bonifiées, des salariés à l'année (*obbligati*) ; ou encore les sarcleurs et sarcleuses migrant vers les emplois saisonniers dans les rizières, des petits propriétaires d'un lopin de terre contraints de se louer comme salariés pour augmenter leurs revenus annuels. La figure du salarié est, en d'autres termes, multiple. Dans les années 1960, Giuliano Procacci, reprenant les études d'Emilio Sereni, en avait dessiné, au contraire, un profil calqué sur le modèle de l'ouvrier industriel⁵⁹. La désagrégation du monde rural « traditionnel » sous l'impulsion du capitalisme aurait transformé les paysans en salariés sans aucun lien avec la terre. Ceux-ci, dans cette perspective, n'auraient dû avoir aucun désir d'accéder à la propriété individuelle, à l'instar des ouvriers avec leurs usines. Et comme ces derniers, les salariés agricoles décrits par Procacci auraient utilisé consciemment les outils modernes de la lutte des classes, grève et boycottage notamment, à travers des organisations syndicales proposant de plates-formes de revendication collective de portée supra-locale.
- 42 L'incarnation de cet idéal-type du salarié était le *bracciante padan*, par contrepoint au « paysan sans terre » du sud, hybride social car non encore affranchi de l'horizon de la propriété individuelle de la terre. À l'opposé, les études les plus récentes ont montré l'importance des clivages internes à l'univers des *braccianti*, qui le segmentent en profondeur sans pour autant lui interdire de prendre le chemin de la revendication de classe. Un sociologue de la famille, Marzio Barbagli, a notamment montré que même du point de vue démographique et sociologique, les familles élargies des salariés annuels ressemblent davantage à celles des métayers et des petits propriétaires qu'à celles, nucléaires et de petite taille, des journaliers⁶⁰. Le modèle du « *bracciantato* » classique, qui a longtemps fait école dans l'historiographie sur le mouvement paysan, est réducteur et ce, tout particulièrement, lorsqu'il s'adresse à la réalité méridionale. Seules les Pouilles pourraient revendiquer la présence de « *braccianti* » dignes de ce nom. Les autres régions, notamment la Sicile et la Campanie, auraient au plus possédé des « paysans sans terre », micro-propriétaires ou petits fermiers forcés à la pluriactivité pour atteindre un niveau de revenus suffisant. Et pourtant, les zones de culture intensive des agrumes et des oliviers de ces régions connaissent une augmentation sensible de la population de leurs salariés, et la conflictualité y est endémique. Dans les régions de culture des agrumes de Catane et Syracuse, la protestation se traduit à la fois dans des revendications syndicales et dans une demande de répartition des terres, celle-ci plus sensible encore dans la plaine de Palerme et Corleone. Ce n'est pas par hasard que la Sicile a connu une véritable éclosion de coopératives de production gérant en fermage de grands domaines (*affittanze*) au début du 20^e siècle.
- 43 Certes, les transformations capitalistes de l'agriculture au sens classique (développement des grandes entreprises, mécanisation, introduction de fertilisants artificiels à grande échelle) concernent surtout la plaine du Tavoliere, dans les Pouilles. Ici, le syndicalisme révolutionnaire trouve un terrain favorable, et des *leaders* d'envergure nationale y font leurs premières expériences. Giuseppe Di Vittorio, chef de la Confédération générale italienne du travail (CGIL), le plus populaire des dirigeants syndicaux de l'après-Deuxième Guerre mondiale, est issu d'une famille de salariés agricoles de Cerignola, où il dirige à 18 ans la ligue syndicale et le cercle socialiste révolutionnaire (*massimalista*)⁶¹.

Le genre aux champs

- 44 Le monde des salariés agricoles est non seulement multiple, il est aussi sexué. Les sarcleuses de riz, les *mondine* incarnées par Silvana Mangano dans *Riz amer* de Giuseppe de Santis, demeurent dans l'imaginaire comme l'emblème d'une population nombreuse de femmes employées dans l'ensemble des travaux agricoles⁶². Une littérature vivace sur le genre dans les campagnes a montré que même dans le sud de l'Italie, les femmes sont moins recluses que ce que l'on aurait pu penser. Certes, le schéma de la séparation rigide des tâches est valable pour les régions de la céréaliculture extensive. Dans les gros bourgs qui ponctuent les campagnes sicilienne ou calabraise, les femmes s'occupent de la sphère domestique et les hommes se rendent aux champs, parfois en parcourant plusieurs kilomètres. Mais lorsque l'on observe les comportements des hommes et des femmes dans les régions de l'arboriculture intensive, on trouve non seulement des journalières, mais on les voit se déplacer d'une exploitation à l'autre sur des distances parfois importantes
- 45 La contribution des femmes aux bilans familiaux montre de manière incontestable le poids de l'apport féminin, qui pèse pour 30 à 50 % de l'ensemble des revenus pour les ménages nucléaires avec des enfants en bas âge⁶³.
- 46 Ces femmes, surtout au nord, participent aux grèves de manière massive : elles représentent, par exemple, 40 % des grévistes en Émilie à la fin du siècle. Surtout, elles sont punies comme les hommes lorsque leur présence n'est pas imputable à leur rôle de mères de famille, comme c'est le cas dans les tumultes annonaires, mais à la volonté de mener des revendications syndicales lors de conflits sur les lieux de travail⁶⁴. Elles créent également des ligues féminines, en exprimant en même temps leur rôle de « *wage earners outside the home* » et citoyennes, les deux éléments constitutifs de la vie publique des ouvrières anglaises que l'on retrouve, à quelques détails près, déclinés dans les basses plaines de la vallée du Pô⁶⁵. Cependant, ces travailleuses nous révèlent aussi un profil anthropologique complexe : la prise de conscience de leur contribution en tant que femmes, et notamment leur occupation des espaces publics lors de fêtes « prolétaires », s'accompagne du repli volontaire en cas de concurrence avec leurs maris et leurs frères sur le marché du travail, de l'intériorisation des hiérarchies sexuées au sein de la famille qui rendent leurs journées interminables, de la renonciation à des revendications spécifiques au sein des organisations syndicales. Il s'agit d'un nœud important pour comprendre les dynamiques à l'œuvre au sein même de la *Federterra*, question sur laquelle il convient de s'attarder brièvement. La Fédération prend position contre l'autonomie revendicative des ligues féminines exprimée par les syndicalistes de Parme par la voie d'un secrétariat qui a à sa tête une femme féministe, Argentina Altobelli⁶⁶.
- 47 Argentina Altobelli se trouve dans une position particulièrement délicate. Sans doute sensible aux questions soulevées par ce qu'on appelle à l'époque le féminisme bourgeois (vote, divorce, droits civils), son rôle de secrétaire nationale ne lui permet pas d'adopter une position syndicale radicale. Par ailleurs, le refus de conférer une autonomie aux ligues féminines, contraire à l'esprit de la solidarité de classe, correspond parfaitement à son profil modéré⁶⁷. Dans la pratique, rien n'est fait pour encourager la création de ligues féminines au niveau national, mais on ne dissout pas celles qui existent. Dans la province de Ravenne, pour laquelle on dispose de chiffres détaillés, elles sont nombreuses au début du siècle. En 1913, 12 ligues féminines socialistes rassemblent 2 939 femmes et 43 ligues mixtes en encadrent encore 2 488, sur un total de 13 686 syndiqués socialistes⁶⁸. Encore

une fois, la logique pragmatique qui est propre à la Fédération dans ses déclinaisons locales l'emporte sur les positions de principe affirmées sur le plan national.

La consolidation du maillage organisationnel

- 48 Depuis quelques années, l'historiographie porte un regard nouveau sur l'histoire des organisations syndicales⁶⁹. L'histoire des congrès et des idéologies a été complétée par l'histoire sociale des cadres syndicaux, dont on a montré qu'ils ont su s'adapter de manière pragmatique à la culture des travailleurs syndiqués⁷⁰. Le réformisme « radical et pugnace » d'un Giuseppe Massarenti (1867-1950) transforme la ville de Molinella, dans la province de Bologne, en une citadelle du socialisme padan au tournant du siècle. L'élément nouveau, qui achève le système organisationnel créé par les socialistes, est la conquête des mairies par les partis de l'extrême gauche parlementaire, et notamment républicaine et socialiste, à partir des dernières années du 19^e siècle. Dès l'unification, les maires étaient devenus les interlocuteurs privilégiés des *braccianti* pendant les longs mois d'hiver, notamment dans la concession de travaux publics durant cette saison « morte ». Or, ces travaux publics étaient le plus souvent gérés par des coopératives. Ce n'est pas un hasard si les différents courants politiques du mouvement paysan s'accordent dans la valorisation de la coopération sous toutes ses formes, caisses coopératives rurales, coopératives de consommation et de production. Dans certaines régions, notamment la Vénétie, la Toscane et surtout l'Émilie, on assiste au début du 20^e siècle à une véritable explosion des coopératives de journaliers, favorisée par la législation du gouvernement Giolitti en matière d'appels d'offres publics prévoyant l'inscription des coopératives habilitées dans des listes agréées par l'État⁷¹. Il ne faut pas croire cependant que ces nébuleuses d'institutions antagonistes soient forcément toujours monochromes : dans le fief « rouge » du socialiste Massarenti, on trouve également des associations de métayers « républicains » ou « jaunes », et une coopérative catholique de crédit, la *Cassa Rurale ed Artigiana*, « blanche », fondée en 1899. Cette même densité polychrome d'associations apparaît dans des communes minuscules de la région de Ravenne, où institutions « jaunes » et « rouges » se disputent l'espace public, notamment à la veille de la Première Guerre mondiale ; ou encore, plus à l'ouest, dans la plaine de Crémone, où de nombreuses ligues « blanches » voient le jour.
- 49 Le mouvement catholique s'affirme en effet à partir de cette époque. L'encyclique *Rerum novarum* de Léon XIII (1891) représente un tournant dans l'histoire de l'engagement social et politique des catholiques italiens⁷². Une conception moins paternaliste du prolétariat et du rôle des catholiques, non seulement dans le domaine social, mais également dans la vie politique italienne, s'affirme au tournant du siècle grâce à l'influence du modernisme sur toute une génération de jeunes catholiques. La démocratie chrétienne naissante trouve son chef spirituel et intellectuel à la fois dans le jeune prêtre Romolo Murri et ses revues *La cultura sociale* et *Il domani d'Italia*, respectivement fondées en 1898 et 1900. L'excommunication de Romolo Murri en 1909 enlève toute velléité politique au mouvement, qui ne peut se transformer en parti avant la Première Guerre mondiale. L'interdiction (*Non expedit*) de tout engagement politique des catholiques lancée en 1874 à la suite de la proclamation de Rome comme capitale de l'Italie unitaire est atténuée par l'encyclique *Il fermo proposito* de Pie X en 1905, mais n'est définitivement levée qu'en 1919, par le pape Benoît XV.

1908	16,39	79,54	4,07	46,63
1909	12,43	81,64	5,93	25,13
1910	8,68	85,24	6,08	13,07
1911	11,79	80,40	7,81	34,46
1912	16,15	74,49	9,36	40
1913	10,70	79,60	9,70	17,2
1914	9,49	78,24	12,27	22,07
1915	11,20	77,10	11,70	26,67
1916	10,57	81,80	7,63	10,79
1917	5,75	89,99	4,26	3,43
1918	3,20	92,33	4,47	0,63
1919	11,12	82,36	6,52	32,46
1920	9,13	84,25	6,62	45,2
1921	7,85	85,8	6,35	10,91
1922	4	89,22	6,78	5,58
1923	0,5	97,01	2,49	1,58

52 Fait remarquable, dont les prodromes remontent aux années qui avaient précédé la guerre, l'ensemble des catégories de travailleurs – journaliers, métayers, petits fermiers – participent à la protestation. Des régions auparavant peu visibles dans les statistiques comme la Toscane, où le métayage est le mode de faire-valoir dominant, prennent une place nouvelle sur la scène de la contestation. Les grèves mixtes, joignant métayers et journaliers, ou entièrement animées par des métayers, y sont désormais aussi nombreuses que celles des journaliers agricoles. En ce qui concerne la morphologie de la protestation, on retrouve tout le répertoire de la revendication syndicale : augmentations salariales, réduction du nombre d'heures travaillées, négociations collectives des pactes agraires, occupation des terres. Ces luttes sont en général victorieuses et les conventions sont négociées au niveau collectif par les fédérations syndicales régionales, selon une pratique qui avait été expérimentée pendant la Première Guerre mondiale. Le renouvellement des contrats agricoles de toutes les catégories par la Fédération de Bologne, siège national de la *Federterra*, et l'organisation nationale des agrariens, la *Confederazione generale dell'agricoltura (Agraria)* fondée en 1920, est de ce point de vue un événement hautement symbolique. Toutefois, les « agrariens » trouvent bientôt la façon

de ne pas respecter les conquêtes paysannes. Dans les régions où les conflits avaient été les plus violents, ils sont les premiers financeurs des escouades armées fascistes (*squadri*) chargées de briser dans la violence le réseau des organisations paysannes.

- 53 Une historiographie désormais abondante a mis en lumière le lien étroit entre genèse du mouvement fasciste et conflictualité agraire en Émilie orientale ⁷⁴. Après la Première Guerre mondiale, des formes de lutte traditionnelles comme le boycottage – adaptation moderne de vieilles formes de protestation paysanne visant à l'exclusion des individus qui ne respectent pas les normes communautaires – ou le sabotage – détérioration des moyens de production, coupe d'arbres fruitiers, refus d'alimenter le bétail –, sont discutées du point de vue théorique et se diffusent grâce au tournant maximaliste dominant au sein du parti socialiste à partir de 1912. Si le sabotage est refusé par les syndicalistes réformistes en tant qu'acte individuel, le syndicalisme révolutionnaire, bien implanté surtout dans les provinces de Parme, de Ferrare et dans les Pouilles, en fait un instrument privilégié de lutte, y compris lors des grèves politiques. La grève générale de 1914, proclamée pour protester contre la mort de deux militants républicains et d'un anarchiste lors d'un conflit entre police et manifestants, avait pris des allures révolutionnaires dans les campagnes de la Romagne et des Marches, où télégraphes et rails de chemins de fer avaient été systématiquement coupés ⁷⁵. De leur côté, les agrariens, rassemblés en organisations locales et nationale, procèdent à des licenciements massifs, financent l'envoi de travailleurs de l'extérieur sous protection armée, refusent l'application des conventions collectives et, surtout, financent massivement le mouvement des Faisceaux italiens de combats fondé à Milan en 1919 par Benito Mussolini, un ancien socialiste dont la métamorphose idéologique est aussi rapide que spectaculaire ⁷⁶. L'utilisation de la violence armée dans le monde rural s'accroît entre la fin de 1920 et le début de 1921. Les travailleurs recourent aux armes dans la tentative désespérée de défendre leurs institutions, syndicales et politiques, pour éviter les destitutions forcées de maires et conseillers municipaux, les incendies des sièges de coopératives et des ligues, les enlèvements et les sévices infligés à leurs dirigeants. Ils utilisent principalement ces armes de manière défensive, sans la détermination systématique des escouades fascistes et, au bout du compte, en gardant un respect des institutions étatiques les distinguant de leurs adversaires.
- 54 En 1921, l'intransigeance des agrariens devient extrême alors que les syndicats sont prêts à la négociation. Comme le remarque le préfet de la ville de Rovigo (Vénétie), « les agrariens visent plus au démantèlement des syndicats qu'à la défense de leurs intérêts dans la négociation » ⁷⁷. Tandis que les propriétaires cotisent, dans certaines provinces, comme à Pavie, en proportion de la terre possédée, on continue dans la presse bien-pensante à parler des « violences rouges », alors que les syndicats sont désormais impuissants non seulement dans l'action revendicative mais également dans le contrôle du placement des salariés selon une répartition syndicale des tours de travail (*imponibile di manodopera*), leur principale conquête de l'après-guerre. En 1922, le nombre d'inscrits à la Fédération chute à 242 159. À cela s'ajoute, notamment, la connivence de vastes secteurs de l'État avec les fascistes, notamment parmi les fonctionnaires et les militaires des corps subalternes de l'armée. Le nombre très élevé de victimes des actions fascistes témoigne de l'étendue de ces violences : 19 personnes à Bologne en 1921, 25 à Parme entre les premiers mois de 1921 et juillet 1922, une cinquantaine à Forlì et à Ravenne entre 1921 et 1923.

- 55 L'alliance avec les grands propriétaires et les fermiers permet la pleine affirmation du fascisme et a des conséquences non négligeables sur sa politique agraire. La composante padane du parti fasciste – il suffit de donner le nom d'un fidèle de la première heure du *duce*, Italo Balbo – maintient un lien étroit avec les agrariens, comme l'a souligné Gustavo Corni dans sa comparaison entre nazisme et fascisme, et ce en dépit des déclarations d'autonomie du mouvement par rapport au « bloc » agraire du centre-nord. Si d'autres historiens sont plutôt de l'avis que la politique économique fasciste a subordonné l'agriculture aux besoins de l'industrie ⁷⁸, tous s'accordent à reconnaître la détérioration des conditions de vie des travailleurs agricoles à partir de 1927, et tout particulièrement pendant la grande dépression des années 1930.

Syndicats fascistes

- 56 Malgré l'exaltation de la vie rurale par les propagandistes du régime fasciste, le poids de la crise est en effet reporté sur les salaires des ouvriers, et tout particulièrement sur ceux des journaliers agricoles, qui ne peuvent opposer qu'une mince résistance face au spectre du chômage saisonnier croissant.
- 57 Le déclin des conditions de vie des travailleurs agricoles coïncide avec l'enterrement du pluralisme syndical, achevé avec la législation du travail de 1926-1927. Le « syndicat » fasciste, la *Confederazione nazionale delle corporazioni sindacali*, avait été fondé en 1922. Grâce au démantèlement extraordinairement efficace des syndicats socialistes et catholiques, couplé à une habile propagande centrée sur l'accès à la terre, il avait attiré rapidement des centaines de milliers d'adhérents. De graves problèmes, engendrés par la concentration des « *braccianti* » dans la plaine du Pô et dans les Pouilles, continuent toutefois d'exister sous le nouveau régime, et les syndicats fascistes utilisent des mots différents pour mettre en œuvre les mêmes pratiques de contrôle du placement des journaliers et atteindre les mêmes résultats : un certain nombre de journées travaillées par an pour chaque syndiqué.
- 58 Dès 1924, le jour précédant la dissolution des chambres, les associations de travailleurs avaient été soumises à la tutelle des préfets, ce qui avait conduit à la mort institutionnelle de la *Federterra* en 1925. Le syndicat fasciste demeure la seule instance représentant les travailleurs de la terre à partir de 1926, date de la loi sur la discipline des rapports collectifs du travail abolissant le droit de grève et confiant les contentieux entre partenaires sociaux au Tribunal du travail. La création du ministère des Corporations et la Charte du Travail complètent la construction corporatiste fasciste.
- 59 Les actions du syndicat corporatiste fasciste ne sont pas exemptes de faiblesses et de compromis, notamment lorsqu'il s'agit de remplir leur contrat avec les travailleurs, en imposant aux régisseurs les « besoins certifiés de main-d'œuvre », nouveau terme par lequel on désigne l'*imponibile* socialiste. Toutefois, celles qui sont considérées par les propriétaires comme des concessions à la logique syndicale, se soldent fréquemment par des réductions salariales supplémentaires.

Les coûts de la « bataille du blé »

- 60 De ce point de vue, l'un des axes prioritaires affichés par la politique agraire fasciste, la « bataille du blé », finit par contribuer à la dégradation des conditions de vie et au chômage des salariés agricoles. La « bataille du blé » s'inscrit dans la politique autarcique

inaugurée par le fascisme en 1925, par souci de réduire au maximum les importations de céréales. Soutenue par des primes en argent offertes par les administrations locales et nationales, elle atteint son sommet entre 1940 et 1942, avec la réalisation des « jardins pour la guerre », transformation des jardins publics en terrains cultivés...

- 61 Paul Corner a montré que cette politique rencontre jusqu'en 1934 la faveur des agrariens padans⁷⁹. Accompagnée de sévères mesures protectionnistes, elle pénalise fortement les cultures commerciales de l'Italie du sud, à commencer par la production d'huile d'olive. En revanche, en ce qui concerne les céréales, elle rencontre un certain succès en termes productifs : la production augmente de 51 à 80 millions de quintaux annuels et les importations diminuent de 38 à 10 millions de quintaux. Cependant, la rationalisation et la mécanisation des exploitations contribuent à aggraver le chômage des salariés. De plus, cette orientation culturelle marque, au sud comme au nord, la stagnation des productions spécialisées, notamment des cultures industrielles (chanvre et lin), de l'arboriculture et de la viticulture, toutes plus demandeuses de main d'œuvre que les céréales.

Les utopies du retour à la terre des « *braccianti* »

- 62 Pénalisés du point de vue salarial et contraints à de longues périodes de chômage en hiver, les journaliers constituent un problème massif et incontournable pour le régime fasciste. L'un des objectifs prioritaires de la politique agraire fasciste devient ainsi la « désouvriérisation » (*sbracciantizzazione*), entreprise pour résoudre les tensions latentes dans le monde des journaliers⁸⁰. Elle consiste à promouvoir des systèmes de participation à la répartition du produit des exploitations et favorise tout particulièrement l'attribution de petits lopins de terre aux journaliers qui les cultivent en échange d'à peine un tiers, voire un quart du produit de l'exploitation. Le but est non seulement d'atténuer les effets du chômage hivernal, mais aussi de réduire le « nomadisme » des journaliers en les fixant à la terre. Experts et techniciens agraires d'envergure, tel Arrigo Serpieri, se lancent corps et âme dans cette entreprise⁸¹. La création de l'Institut national d'économie agraire en 1928 s'inscrit dans cette mouvance à la fois politique et scientifique. Toute une série d'études systématiques sur les campagnes, dont une série fameuse de monographies de familles paysannes inspirées du modèle leplaysien, voient le jour⁸². Obéissant à la politique agraire du régime, ces études donnent une grande importance aux nouvelles formes de partage du produit de l'exploitation.
- 63 L'examen de ces études révèle tout d'abord une nouvelle configuration des relations de genre au sein de la famille. La valorisation de formes contractuelles dans lesquelles la famille s'engage dans son unité enlève de la visibilité aux femmes. Exaltées en tant que mères par le régime et sacrifiées à la sauvegarde de l'emploi masculin sur un marché du travail asphyxié dans les années 1930, elles apparaissent désormais seulement dans un rôle complémentaire, celui de force d'appoint pour des familles soumises à une grande précarité⁸³. La pluriactivité à laquelle continuent de se consacrer les femmes et tous les membres de la famille laisse imaginer la difficile vie quotidienne de ces ménages. La seule exception est constituée par l'apport au revenu des travaux publics effectués par les hommes adultes du ménage. L'analyse des budgets familiaux révèle l'importance de cette entrée dans l'économie familiale des journaliers agricoles.
- 64 Parmi les solutions mises en place pour pallier le chômage agricole, les grands travaux de bonification de la plaine du Pô et des régions du centre et du sud, les plus touchées par des problèmes hydrauliques (notamment la Sicile, la Sardaigne, les Pouilles, le Latium et

la Calabre), occupent une place de première importance. Comme dans les années 1880, la « rédemption » des terres marécageuses constitue un débouché permettant d'alléger le mécontentement du monde rural, mais devient aussi un outil privilégié dans la construction du discours national fasciste, axé sur la conquête de nouveaux territoires aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays.

- 65 En 1927, la politique des travaux publics prend la forme d'une planification systématique à l'échelle de tout le territoire national⁸⁴. Les opérations de bonification, qui s'étaient bornées jusqu'alors à des interventions de caractère hydraulique, font désormais partie d'un programme plus vaste de restructuration des campagnes (y compris les forêts et les friches) défini par la loi du 24 décembre 1928, mieux connue sous le nom de loi Mussolini. Au-delà des finalités démagogiques – la conquête de terres vierges, l'accroissement de la productivité nationale, l'affirmation d'un État fasciste fort et « moderne » –, l'entreprise a clairement le but d'apaiser les paysans mécontents et d'éloigner des villes des forces potentiellement conflictuelles (d'où les mesures contre la mobilité interne)⁸⁵. Malgré tous ces efforts et les tentatives d'« ajuster » les données statistiques, il devient cependant bientôt évident, même aux yeux de ses partisans les plus convaincus, que l'objectif du retour à la terre est loin d'être atteint. D'où le souci du régime de ne pas détruire, mais plutôt de s'approprier la coopération, sans pour autant se fixer un programme clair et univoque à son égard. Il serait inexact d'affirmer que les coopératives, notamment celles de travail et de production agricole, sont mises en quarantaine : elles sont au contraire utilisées de manière opportuniste et avec une fonction stabilisatrice⁸⁶.

Coopératives fascistes

- 66 La logique de sélection des coopératives qui avait guidé l'action du régime au début des années 1920 est suivie par celle de la mise sous tutelle par l'administration centrale. Avec la création en 1926 d'un institut étatique, l'*Ente nazionale per la cooperazione*, le régime affiche bel et bien la volonté de « reconstruire » le système coopératif hérité du régime libéral. Ainsi, la Coopérative de travailleurs agricoles de Ravenne, symbole de la coopération socialiste, est restructurée, épurée de ses cadres socialistes et finalement valorisée à l'instar des autres coopératives de travail et de production subsistantes lors de la « bataille du blé »⁸⁷.
- 67 La normalisation antidémocratique dans une optique autoritaire, avec par exemple l'introduction du vote par nombre d'actions plutôt que par tête au sein des coopératives, s'accompagne d'un travail de récupération des classiques théoriques de la coopération libérale dans la tentative de présenter la coopération comme « école » entrepreneuriale, complémentaire de l'entreprise privée, et visant à obtenir l'intérêt exclusif et corporatif de ses associés. Le débat sur l'autonomie de la coopération par rapport à son encadrement public devient en d'autres termes un vrai enjeu politique. Une fois subverti de l'intérieur l'esprit du mouvement à travers le remplacement des cadres dirigeants, et une fois décapitée politiquement la coopération, le moment est venu de s'approprier cet extraordinaire patrimoine institutionnel.
- 68 Cependant, la nouvelle législation définissant l'intervention de l'État atténue l'originalité juridique du phénomène coopératif, notamment en ce qui concerne la coopération de crédit rural. Les caisses rurales, « fascisées », sont partiellement transformées en instituts de crédit agricole contrôlés par l'État, en cassant ainsi les liens qui les unissaient le plus souvent aux coopératives de consommation.

* * *

- 69 Du grand effort organisationnel du mouvement paysan, restent au bout du *ventennio* fasciste des épaves institutionnelles largement dénaturées. Le régime fasciste a su s'approprier et transformer non seulement le langage, la symbolique, les rites et les manifestations des mouvements de masse, mais aussi leurs institutions. La question de l'héritage des structures du mouvement paysan sous le régime fasciste reste ouverte dans une littérature certes abondante mais qui, jusqu'à présent, s'est intéressée principalement aux enjeux politiques de la question de la continuité ou de la rupture entre régimes libéral et fasciste⁸⁸. Reste que, une fois le fascisme écroulé, la trame variée des institutions syndicales et coopératives s'est reconstruite avec une rapidité remarquable⁸⁹. Cela révèle certainement la volonté des partis de l'Italie républicaine de s'enraciner dans le tissu social en organisant la société civile ; cela est dû également à la nécessité de trouver des réponses aux problèmes pressants de la reconstruction et de la distribution des produits alimentaires dans l'immédiat après-guerre. Mais cela nous fait réfléchir aussi sur la mémoire syndicale et coopérative des hommes et des femmes qui ont pu si facilement réactiver le patrimoine organisationnel du début du siècle. Dès 1944, est signé à Rome le pacte syndical unitaire entre catholiques, communistes et socialistes, qui donne naissance à la CGIL, la Confédération générale italienne du travail. La direction en est confiée au communiste Giuseppe Di Vittorio, un ancien syndicaliste révolutionnaire qui avait fait ses preuves dans la plaine des Pouilles.
- 70 Un bon indicateur du fait que le fascisme n'avait pas fait entièrement oublier comment organiser une grève est la réapparition de la conflictualité sur les lieux de travail dans l'Italie du nord occupée par les nazis. Les sarcleuses de riz, les *mondine*, n'attendent pas la fin de la guerre pour avancer leurs revendications dans la plaine irriguée lombarde⁹⁰. Dès la fin du printemps 1944, la plaine du Pô redevient un espace d'affrontement entre agrariens et journaliers. De leur côté, les paysans du Mezzogiorno libéré par les Alliés occupent dès la Libération les terres des grands domaines du *latifundium* dans plusieurs régions.
- 71 L'après-Deuxième Guerre mondiale voit donc resurgir le spectre de la question agraire. Le « long adieu » de l'univers des *braccianti*, qui avait débuté avec la grande dépression des années 1880, connaît une dernière flambée en 1949, culminant avec une longue grève générale des salariés agricoles en mai-juin : 700 000 travailleurs en grève pendant 36 jours à la veille de la désagrégation complète et irréversible du *bracciantato*⁹¹. L'épopée de la masse imposante des *braccianti* se clôt dans les années 1950 et 1960, dans les usines du triangle industriel de l'Italie nord-occidentale et les ateliers de la petite industrie naissante de l'Italie centrale et orientale.
- 72 Récemment, on a attribué au mouvement protestataire, qui est la marque de cette épopée séculaire, un rôle décisif dans l'affaiblissement de la fragile identité italienne⁹². Cette lecture sous-estime le fait que le mouvement paysan a su faire coexister à la fois des passions révolutionnaires et démocratiques. Et ce malgré les défauts d'écoute d'un État qui a eu constamment d'autres priorités économiques et sociales et malgré les limites de dirigeants syndicaux d'origine bourgeoise porteurs d'idéologies conçues pour d'autres travailleurs. Dans la pratique quotidienne d'une intégration antagoniste, les *braccianti* tout d'abord, et avec eux l'ensemble de la paysannerie dépendante, ont marché à grands pas vers l'intégration nationale. Peu importe si leur nationalisation est restée inachevée.

NOTES

1. Maurizio Bortolotti montre de manière fine et convaincante comment cet épisode local est lié aux événements européens de cette période. Maurizio BERTOLOTTI, *Le complicazioni della vita. Storie del Risorgimento*, Milan, Feltrinelli, 1998.
2. Antonio GRAMSCI, *Cahiers de prison. Cahier 19, Recherches sur le Risorgimento*, Paris, Gallimard, 1992, pp. 88-89. Voir les remarques à ce sujet de l'historien et politicien communiste : Emilio SERENI, *Il capitalismo nelle campagne (1860-1900)*, Turin, Einaudi, 1968 (1947) et *Ibidem, Histoire du paysage rural italien*, Paris, Juillard, 1964, pp. 272-280. Sur la tradition historiographique marxiste de l'après-Deuxième Guerre mondiale, voir : Giacomina NENCI, *Le campagne italiane in età contemporanea. Un bilancio storiografico*, Bologne, Il Mulino, 1997, pp. 7-21. Voir: Lucy RYALL, *The Italian Risorgimento: State, Society and National Unification*, Londres/New York, Routledge, 1994.
3. Selon les recensements généraux de la population, 35,3 % de la population masculine active (14-65 ans) est en 1951 employée dans le secteur agricole. Seulement dix ans plus tard ces pourcentages diminuent sensiblement et descendent à 22,9 %, voir : Ornello VITALI, *La popolazione attiva in agricoltura attraverso i censimenti*, Rome, Istituto di demografia dell'Università di Roma, 1970, pp. 155-163.
4. Une revue synthétique de cette historiographie pléthorique se trouve dans : Giacomina NENCI, *Le campagne italiane...*, ouv. cité, chap. 2.
5. Piero BEVILACQUA [dir.], *Storia dell'agricoltura italiana in età contemporanea*, Venise, Marsilio, 1989-1991, 3 volumes. Pier Paolo D'ATTORRE et Alberto DE BERNARDI [dir.], *Studi sull'agricoltura italiana.— Annali Feltrinelli*, n° 29, 1993.
6. Deux importants colloques, récemment organisés par l'École française de Rome et l'université de Viterbe, ont été notamment conçus dans cette perspective : *La Politisation des campagnes au 19^e siècle. France, Italie, Espagne et Portugal. Actes du colloque de Rome, 20-22 février 1997*, Rome, École française de Rome, 2000 ; Gilles PÉCOUT, Jordi CANAL et Maurizio RIDOLFI [dir.], *Sociétés rurales du 20^e siècle. France, Italie et Espagne*, Rome, École française de Rome, 2004.
7. Pour un bilan assez pessimiste à ce sujet, je me permets de renvoyer à : Manuela MARTINI, « Las sugerencias del presente. Reflexiones sobre la historia rural de la Edad Contemporánea en Italia », dans *Historia agraria*, n° 15, 1998, pp. 51-71. Dans la même direction, voir les remarques introductives de l'article de : Adolfo PEPE, « Trasformazioni agrarie e movimento contadino nell'Italia del '900 », dans Gilles PÉCOUT, Jordi CANAL et Maurizio RIDOLFI [dir.], *Sociétés rurales...*, ouv. cité, pp. 205-224.
8. Voir par exemple les études d'un éminent historien du monde rural tel que : Piero BEVILACQUA, *Tra natura e storia : ambiente, economia, risorse in Italia*, Rome, Donzelli, 1996.
9. Il s'agit du point de vue de : Guido CRAINZ, « Cultures et mouvements paysans : quelques observations comparatives », dans Mercedes YUSTA et Édouard LYNCH [dir.], *Campagnes européennes en lutte(s), 19^e-20^e siècles.— Histoire et société, revue européenne d'histoire sociale*, n° 13, 1^{er} semestre 2005, pp. 30-41, largement développé dans : Guido CRAINZ, *Padania. Il mondo dei braccianti dall'Ottocento alla fuga dalle campagne*, Rome, Donzelli, 1994. Voir : Alberto Mario BANTI, « Élités rurales et organisation des intérêts en Prusse et dans la vallée du Pô (1880-1914) », dans Édouard LYNCH [dir.], *Les campagnes*

dans les évolutions sociales et politiques en Europe des années 1830 à la fin des années 1920 : étude comparée de la France, de l'Allemagne, de l'Espagne et de l'Italie, Paris, Hachette, 2005 ; Ronald HUBSCHER et Jean-Claude FARCY [dir.], *La moisson des autres. Les salariés agricoles aux 19^e et 20^e siècles*, Paris, Créaphis, 1996.

10. Pier Paolo D'ATTORRE et Alberto DE BERNARDI, « Il lungo addio... », dans Pier Paolo D'ATTORRE et Alberto DE BERNARDI [dir.], *Studi sull'agricoltura...*, ouv. cité, p. XXIV.

11. Guido CRAINZ, *Padania...*, ouv. cité ; Franco CAZZOLA, « Les salariés agricoles de la plaine du Pô. Naissance et déclin d'une classe dangereuse », dans Ronald HUBSCHER et Jean-Claude FARCY [dir.], *La moisson des autres...*, ouv. cité, pp. 153-176.

12. Selon le recensement de 1901, par exemple, dans la province de Rovigo (Vénétie) 53 % de la population active en agriculture sont des journaliers agricoles (sans contrat annuel, *avventizi*). En 1911, cette partie des actifs représente 63 % du total. Guido CRAINZ, *Padania...*, ouv. cité, p. 47.

13. Carlo PAZZAGLI, « Dal paternalismo alla democrazia : il mondo dei mezzadri e la lotta politica in Italia », dans *Annali dell'Istituto A. Cervi*, n° 8, 1986, pp. 13-35, p. 25.

14. 42 % des grévistes participent à de grèves menées exclusivement par des « colons » et 27 % à des grèves « mixtes » réunissant journaliers, salariés à l'année et « colons ». Luigi TOMASSINI, « Mercato del lavoro e lotte sindacali nel biennio rosso », dans *Annali dell'Istituto A. Cervi*, n° 13, 1991, pp. 87-117, p. 106.

15. Emilio SERENI, *Il capitalismo...*, ouv. cité, pp. 289-301.

16. Gilles PÉCOUT, « Politisation et monde paysan en Toscane : l'apprentissage politique en Valdelsa siennoise 1882-1912 », dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 38, janvier-mars 1991.

17. Giuliana BIAGIOLI, « Les contrats dans l'historiographie italienne de la période contemporaine », dans Gérard BÉAUR, Mathieu ARNOUX et Anne VARET-VITU [dir.], *Exploiter la terre. Les contrats agraires de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Association d'histoire des sociétés rurales, 2003, pp. 63-84.

18. Manuela MARTINI, « Réponses contractuelles à l'innovation dans la plaine de Bologne au 19^e siècle », dans Gérard BÉAUR, Mathieu ARNOUX et Anne VARET-VITU [dir.], *Exploiter la terre...*, ouv. cité, pp. 255-266 et pp. 578-581 pour un exemple de contrat de *mezzadria*.

19. Renato ZANGHERI, *Storia del socialismo italiano*, Turin, Einaudi, volume 2, p. 42, voir : Dora MARUCCO, *Mutualismo e sistema politico : il caso italiano, 1862-1904*, Milan, Angeli, 1981.

20. Pour une approche semblable voir : Pierre CORNU et Jean-Luc MAYAUD, « L'agrisme européen au 19^e siècle : question d'histoire rurale ou urbaine ? Approche comparée de la construction des "campagnes" dans la France et l'Allemagne de l'ère industrielle », dans Jean-Claude CARON et Frédéric CHAUVAUD [dir.], *Les campagnes dans les sociétés européennes (1830-1930). France, Allemagne, Italie, Espagne*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005 pp. 33-53.

21. Marco FINCARDI, *La terra disincatata. Trasformazioni dell'ambiente rurale e secolarizzazione nella bassa padana*, Milan, Unicopli, 2001 ; Marco FINCARDI, « "Ici pas de Madone". Inondations et apparitions mariales dans les campagnes de la vallée du Pô », dans *Annales, économies, sociétés, civilisations*, volume 50, n° 4, 1995, pp. 829-854 ; Maura PALAZZI, *Donne sole : storie dell'altra faccia dell'Italia tra antico regime e società contemporanea*, Milan, B. Mondadori, 1997.

22. Paola CORTI [dir.], *Società rurale e ruoli femminili in Italia tra Ottocento e Novecento*.— *Annali dell'Istituto A. Cervi*, n° 12, 1990.

23. Manuela MARTINI, « Divisione sessuale del lavoro e azione collettiva nelle campagne padane di fine ottocento », dans Dianella GAGLIANI et Maria SALVATI [dir.], *Donne e spazio nel processo di modernizzazione*, Bologne, CLUEB, 1995, pp. 75-110. Une icône de cette présence est la femme au premier plan du célèbre tableau de Pellizza da Volpedo, *Le quatrième état* (1901). Voir : Michele NANI, Luciana ELLENA et Marco SCAVINO, *Il Quarto Stato di Pellizza da Volpedo tra cultura e politica. Un'immagine e la sua fortuna*, Turin, Edizioni Angelo Manzoni, 2002.
24. Pour une perspective institutionnelle sur la centralisation, pourtant imparfaite, de l'État italien, voir : Raffaele ROMANELLI [dir.], *Storia dello Stato italiano dall'Unità a oggi*, Rome, Donzelli, 1995.
25. Guido CRAINZ, *Padania...*, ouv. cité, pp. 68-79. La thèse selon laquelle il existerait une corrélation inverse entre syndicalisation et émigration (Emilio SERENI, *Capitalismo...*, ouv. cité, pp. 351-369) trouve notamment dans la Vénétie son contre-exemple. Elle a été récemment remplacée par une ligne interprétative qui, au contraire, part du constat des retombées politiques des retours des émigrés dans les lieux d'origine. Effets locaux et internationaux de la politisation se croiseraient ainsi dans certaines régions en multipliant les *stimuli* sur la population rurale et en accentuant sa capacité à s'organiser du point de vue syndical et politique. Voir : Gilles PÉCOUT, *Dalla Toscana alla Provenza : emigrazione e politicizzazione nelle campagne (1880-1910)* », dans *Studi storici*, volume 31, n° 3, 1990, pp. 723-738.
26. Renato ZANGHERI, *Storia del socialismo*, ouv. cité, p. 49. La géographie septentrionale des premières années post-unitaires se modifie largement dans les années 1880, avec une présence accrue notamment du centre mais aussi du sud de l'Italie.
27. Guido CRAINZ, *Padania...*, ouv. cité, pp. 19-49.
28. Franco CAZZOLA, *Storia delle campagne padane dall'Ottocento a oggi*, Milan, Bruno Mondadori, 1996, pp. 109-228.
29. Sources : *Ibidem*, p. 65.
30. *Ibidem*, pp. 88-96.
31. Luigi MASELLA, « Braccianti de Sud : una ricognizione storiografica », dans Pier Paolo D'ATTORRE et Alberto DE BERNARDI, *Studi sull'agricoltura italiana...*, ouv. cité, pp. 195-222, p. 201
32. Le premier congrès national de la mutualité et de la coopération a lieu en 1886, et donne naissance à la *Lega nazionale delle cooperative e mutue*. Renato ZANGHERI, Giuseppe GALASSO et Valerio CASTRONOVO, *Storia del movimento cooperativo in Italia. La lega Nazionale delle Cooperative e Mutue, 1886-1986*, Turin, Einaudi, 1987.
33. Pier Paolo D'ATTORRE, « Declino della società rurale e industria diffusa nelle aree bracciantili padane », dans Pier Paolo D'ATTORRE et Alberto DE BERNARDI, *Studi sull'agricoltura italiana...*, ouv. cité, pp. 283-295 ; Aldo MONTI, *I braccianti*, Bologne, Il Mulino, 1998, p. 73.
34. Robert MICHELS, *Proletariato e borghesia nel movimentosocialista italiano. Saggio di scienza sociografico-politica*, Turin, 1908 ; Roberto MICHELS, *Les bases historiques de la politique italienne*, Paris, Publications de la conciliation internationale, 1934.
35. Giuseppe Massarenti (Bepo, 1867-1950), né à Molinella et diplômé chimiste pharmacien de l'Institut technique de Bologne, a connu l'exil pendant le fascisme et est mort à Rome dans des conditions d'extrême indigence. Voir : Franco ANDREUCCI et Tommaso DETTI [dir.], *Il movimento operaio italiano : dizionario biografico, 1853-1943*, Rome, Editori Riuniti, 1977, volume 3, pp. 350-360.
36. Manuela MARTINI, « Divisione sessuale... », art. cité, p. 100.

37. Le corps électoral des communes romagnoles et toscanes s'élargit grâce aux efforts des socialistes, voir : Maurizio RIDOLFI, *Il partito della repubblica : i repubblicani in Romagna e le origini del Pri nell'Italia liberale 1872-1895*, Milan, F. Angeli, 1989 ; Gilles PÉCOUT, « Politisation et monde paysan », art. cité, p. 58.
38. Marco FINCARDI, « Culture comunitarie... », art. cité, pp. 252-255.
39. *Ibidem*, p. 253.
40. Tel par exemple l'écrit de la secrétaire de la *Federazione dei lavoratori della terra* : Argentina ALTOBELLI, *Storia, vita, battaglie*, publié dans Renato ZANGHERI, *Lotte agrarie nella Valle padana*, Milan, Feltrinelli, 1960, p. 389.
41. Franco DELLA PERUTA, *Democrazia e socialismo nel Risorgimento*, Rome, Editori Riuniti, 1973 ; Simonetta SOLDANI, « Contadini, operai e "popolo" nella rivoluzione del 1848-49 in Italia », dans *Studi storici*, volume 14, n° 3, 1973, pp. 557-619.
42. Parmi les exemples les plus connus on peut évoquer ceux de deux martyrs du *Risorgimento* tels le père barnabite Ugo Bassi, prédicateur extraordinairement célèbre à son époque et aumônier des troupes garibaldiennes en 1848, et don Enrico Tazzoli, âme de la conjuration de Belfiore dans la région de Mantoue, pendu par les Autrichiens en 1852 et suivi un an plus tard par don Bartolomeo Grazioli, curé de la paroisse de Revere (Maurizio BERTOLOTTI, *Le complicazioni della vita...*, ouv. cité, pp. 123-128 et *passim*). On peut également mentionner l'admiration de Giuseppe Garibaldi pour un autre aumônier de ses troupes, le Sicilien fra Giovanni Pantaleo. Voir : Alfonso SCIROCCO, *Garibaldi, citoyen du monde*, Paris, Payot, 2005 ; Jérôme GRÉVY, *Garibaldi*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001 pp. 298-304. L'anticléricalisme du héros des deux mondes ne l'empêche pas de se déclarer chrétien et de distinguer entre « bons » et « mauvais » prêtres.
43. Cesare SPELLANZON, *Storia del Risorgimento e dell'unità d'Italia. Da dopo i moti del 1820-21 alla elezione di Papa Pio 9, 1846*, Milan, Rizzoli, 1934, tome III. Voir : Steven C. HUGHES, *Crime, Disorder and the Risorgimento. The Politics of Policing in Bologna*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994 ; John A. DAVIS, *Conflict and Control. Law and Order in Nineteenth Century Italy*, Londres, MacMillan, 1988 ; John A. DAVIS et Paul GINSBORG [dir.], *Society and Politics in the Age of the Risorgimento : Essays in Honour of Denis Mack Smith*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.
44. Lucy RYALL, *La Sicilia e l'unificazione italiana. Politica liberale e potere locale 1815-1866*, Turin, Einaudi, 2004 ; voir : Jean-Louis BRIQUET, « L'État libéral et la "question sicilienne" (1861-1876). Réflexions sur l'historiographie de la formation de l'État unitaire en Italie », dans *Le Mouvement social*, 1999, n° 187, pp. 11-32.
45. Gilles PÉCOUT, « Politisation et intégration nationale en Italie : les campagnes toscanes des années 1860 », dans *Revue historique*, n° 617, janvier-mars 2001, pp. 83-108.
46. Pour l'imposante littérature concernant ce phénomène, voir : Salvatore LUPO, « Il grande brigantaggio. Interpretazione e memoria di una guerra civile », dans Walter BARBERIS [dir.], *Guerra e pace. Annali della Storia d'Italia*, 18, Turin, Einaudi, 2002, pp. 465-502.
47. Renato ZANGHERI, « I moti del macinato nel Bolognese », dans Renato ZANGHERI [dir.], *Agricoltura e contadini nella storia d'Italia*, Turin, Einaudi, 1977, pp. 189-240 ; Stefano CAMMELLI, *Al suono delle campane : indagine su una rivolta contadina : i moti del macinato, 1869*, Milan, F. Angeli, 1984.
48. Renato ZANGHERI, « I moti del macinato... », art. cité, p. 237. En Émilie sur 2 172 arrêtés, 1 234 étaient journaliers agricoles, 569 métayers, 108 « possédants » et 261 artisans, *ibidem*, p. 238.

49. Guido CRAINZ, « Cultures et mouvements paysans... », art. cité ; Marco FINCARDI, « Culture comunitarie... », ouv. cité, p. 257.
50. Manuela MARTINI, « Divisione sessuale dei ruoli... », art. cité, pp. 95-97.
51. Luigi BORDOGNA et Giuseppe PROVASI, « Il movimento degli scioperi in Italia (1881-1973) », dans Gian Piero CELLA [dir.], *Il movimento degli scioperi nel 20 secolo*, Bologne, 1979. Voir : MINISTERO DELL'ECONOMIA NAZIONALE, *I conflitti del lavoro in Italia nel decennio 1914-1923*, supplément n° 38 au *Bollettino del lavoro e della previdenza sociale*, Rome, 1924, tableau des grèves agricoles, pp. 315-316. En 1920, 46 % des inscrits à la CGdL sont des travailleurs agricoles, pourcentage qui grimpe à 80 % pour la CIL catholique : *Bollettino del lavoro e della previdenza sociale*, 1921, II, pp. 220-221.
52. Renato ZANGHERI, *Lotte agrarie...*, ouv. cité.
53. Sources : Giacomina NENCI et L. AZRBIZZANI, « Forme di organizzazione e residui di emarginazione dopo l'Unità », dans *Annali dell'Istituto A. Cervi*, n° 2, 1980, pp. 59-78.
54. Sources : Renato ZANGHERI, *Lotte agrarie...*, ouv. cité, pp. 403-404.
55. Gilles PÉCOUT, *Naissance de l'Italie contemporaine (1770-1922)*, Paris, Armand Colin, 2004.
56. Mario PEZZATI, « Industria e agricoltura : i concimi chimici », dans Pier Paolo D'ATTORRE et Alberto DE BERNARDI [dir.], *Studi sull'agricoltura italiana...*, ouv. cité, pp. 373-401 ; Gian Luigi DELLA VALENTINA, « Meccanica agraria e motorizzazione nell'industria italiana », *ibidem*, pp. 403-438. L'importation d'engrais passe de 195 307 quintaux en 1871-1875 à 1 772 444 en 1896-1900, celle de machines agricoles de 960 930 unités en 1888 à 4 226 855 en 1900.
57. Giorgio PORISINI, *Risultati di una ricerca sulle rese del frumento in Italia*, Bologne, 1978, p. 9.
58. 820 325 *braccianti (avventizi et obbligati)* sont recensés en 1901 dans les treize provinces de la vallée du Pô : Guido CRAINZ, *Padania...*, ouv. cité, p. 93.
59. Giuliano PROCACCI, *La lotta di classe in Italia agli inizi del secolo 20*, Rome, Editori Riuniti, 1970 (l'article sur le *bracciantato* date de 1964).
60. Marzio BARBAGLI, *Sotto lo stesso tetto. Mutamenti della famiglia in Italia dal 15 al 20 secolo*, Bologne, Il Mulino, 1988. Voir l'introduction de : Marzio BARBAGLI et David KERTZER [dir.], *Family Life in the long Nineteenth Century, 1789-1914, The History of the European family*, New Haven, Yale University Press, 2002 volume 2.
61. Giuseppe Di Vittorio (1892-1957), né à Cerignola (Foggia) dans une famille de salariés agricoles, devient en 1910 secrétaire du cercle socialiste de sa ville natale. La section prend bientôt une orientation syndicaliste révolutionnaire, en se détachant du PSI et adhérant à la fédération de Parme de la jeunesse socialiste révolutionnaire. En 1921, Di Vittorio est élu député, alors qu'il est emprisonné à la suite d'une grève régionale antifasciste. Les conflits pendant la campagne électorale avaient été extrêmement violents et avaient provoqué un massacre fasciste à Cerignola (neuf travailleurs tués). En 1923, Di Vittorio est obligé de quitter les Pouilles. La rencontre à Rome avec Antonio Gramsci et Palmiro Togliatti l'amène à adhérer au Parti communiste en 1924. Son activité devient dès lors semi-clandestine, et clandestine après les lois spéciales de 1926 : entre 1928 et 1930, Di Vittorio est en URSS, représentant le Parti communiste d'Italie auprès de l'Internationale paysanne. Il part ensuite à Paris où il fait partie du groupe dirigeant communiste et est responsable de la CGIL clandestine. Il est parmi les premiers à se porter volontaire en Espagne, où il organise les Brigades internationales à Albacete avec L. Longo et A. Marty. Rentré en France en 1939, il dirige le quotidien antifasciste *La voce degli italiani*. Arrêté en 1941, il est transféré en Italie dans l'île de Ventotene. En 1943, Di Vittorio est libéré et participe à la Résistance. En 1944, il signe le pacte d'unité syndicale

de Rome et devient secrétaire général de la CGIL unitaire et, après la scission, de la CGIL, jusqu'à sa mort. Député à l'assemblée constituante de 1946, son adhésion au parti communiste se caractérise par une certaine autonomie, dont l'exemple le plus connu est la condamnation publique en 1956 de la répression soviétique en Hongrie. Voir : Franco ANDREUCCI et Tommaso DETTI, *Dizionario...*, ouv. cité, volume 2, pp. 221-230.

62. À l'exception des tâches symboliques, telles que les semailles ou tailler les arbres et les vignes, ou la conduction d'engins et machines. Elles sont en revanche présentes dans tous les travaux où la force physique est discriminatoire, y compris le transport de la terre à la brouette lors des travaux publics de bonification.

63. Franco CAZZOLA et Manuela MARTINI, « Il movimento bracciantile nell'area padana », dans Piero BEVILACQUA [dir.], *Storia dell'agricoltura...*, ouv. cité, pp. 733-798, pp. 772-781.

64. Manuela MARTINI, « Divisione sessuale... », art. cité, p. 81.

65. Brian HARRISON, « Class and Gender in Modern British Labour History », dans *Past and Present*, n° 124, 1989, pp. 121-158.

66. Argentina Bonetti (1866-1942), naît à Imola (Bologne) d'une famille de tradition libérale. Elle donne à 18 ans sa première conférence sur l'émancipation de la femme dans un cercle de Parme. Elle rentre en contact ensuite avec le groupe des jeunes socialistes de Bologne et intègre la direction de la Société ouvrière féminine de secours mutuel. En 1899, Argentina Bonetti épouse le journaliste socialiste Abdon Altobelli, ami des poètes Giosué Carducci et Giovanni Pascoli. Après la naissance de ses enfants, Demos (1890) et Trieste (1892), elle s'engage dans une intense activité en Émilie-Romagne et dans les Marches, où elle donne de nombreuses conférences sur le socialisme, l'organisation de ligues syndicales, la condition des journaliers agricoles, des femmes et le travail des mineurs. En 1901, elle participe au congrès constitutif de la Fédération nationale des travailleurs de la terre et, en 1902, devient secrétaire de l'importante Fédération de Bologne. Déléguée de l'Alliance féminine italienne, elle participe ensuite, en 1904, au congrès international féminin d'Amsterdam. L'année suivante, elle est élue secrétaire nationale de la *Federterra*, adhérant l'année suivante à la CGdL. Altobelli rentre ensuite à la direction nationale du parti socialiste et, en 1912, est également désignée au Conseil supérieur du travail pour représenter les paysans et est nommée conseiller du directoire de la *Cassa nazionale degli infortuni*. En 1919, elle organise à Bologne le cinquième et dernier congrès de la *Federterra*. En 1922, elle est contrainte, par la violence des escouades fascistes, de partir s'installer à Rome, auprès de sa fille. En 1924, après l'assassinat du député socialiste Matteotti, elle refuse la proposition conciliatrice de Mussolini de la nommer sous-secrétaire à l'Agriculture. Elle vivra à Rome jusqu'à sa mort, contrainte à s'adapter à des emplois modestes pour vivre. Sa biographie, rédigée pourtant par une spécialiste reconnue de l'histoire du féminisme, Franca Pieroni Bortolotti, est malheureusement résumée en à peine trois pages dans : Tommaso DETTI et Franco ANDREUCCI, *Dizionario...*, ouv. cité, volume 1, pp. 49-59. Voir : S. BIANCIARDI [dir.], *Argentina Altobelli*, Manduria/Bari/Rome, Lacaita, 2002.

67. Luigi TOMASSINI, *Mercato del lavoro...*, ouv. cité, pp. 107-112.

68. Manuela MARTINI, « Divisione... », art. cité, p. 99.

69. Voir : Jean-Luc MAYAUD et Lutz RAPHAEL [dir.], *Histoire de l'Europe rurale, du village à l'État*, Paris, Armand Colin, 2006.

70. Marco FINCARDI, « Culture communautaire... », ouv. cité ; Maurizio RIDOLFI, *Il circolo virtuoso : sociabilità democratica, associazionismo e rappresentanza politica nell'Ottocento*, Florence, Centro editoriale toscano, 1990.

71. Maurizio DEGL'INNOCENTI, « Geografia e strutture della cooperazione in Italia », dans Guido BONFANTE et alii, *Il movimento cooperativo...*, ouv. cité, pp. 33-40.
72. Émile POULAT, *Catholicisme, démocratie et socialisme : le mouvement catholique et Mgr Benigni de la naissance du socialisme à la victoire du fascisme*, Tournai, Casterman, 1977 ; Francesco TRANIELLO et Giorgio CAMPANINI [dir.], *Dizionario storico del movimento cattolico in Italia, 1860-1980*, Casale Monferrato, Marietti, 6 volumes, 1981-1982 ; Sergio ZOPPI, *Dalla Rerum Novarum alla democrazia cristiana di Murri*, Bologne, Il mulino, 1991. Voir : Gilles PÉCOUT, « Unité italienne », Marc AGOSTINO, « Movimento cattolico » et Émile POULAT, « Modernisme », dans Philippe LEVILLAIN [dir.], *Dictionnaire historique de la papauté*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1994.
73. Guido Miglioli (1879-1954), disciple du moderniste Romolo Murri, est un fervent défenseur de l'orientation démocrate-chrétienne pour l'entrée des catholiques dans la vie politique italienne. Il fait partie, avec Don Luigi Sturzo, de l'aile gauche de l'Union populaire qui suivit la suppression de l'œuvre des Congrès. L'évêque de Crémone, Geremia Bonomelli, approuva sous ses conseils la participation des travailleurs catholiques aux célébrations du 1^{er} mai. Miglioli s'oppose à la guerre de Libye de 1911 et à toute forme de colonialisme et est élu député en 1913 dans les rangs de l'opposition. Il défend le principe de la neutralité en 1914 et fonde en 1919 avec Sturzo et De Gasperi le Parti populaire d'inspiration ouvertement catholique, cette même année il obtient pour les travailleurs agricoles de Crémone la réduction de la journée à 8 heures et lance le mot d'ordre : « La terre à qui travaille ». Le non-respect du pacte agraire de 1920 par les agrariens l'amène à inciter les travailleurs à l'occupation des terres et à la constitution des conseils de « *cascina* » (grande entreprise agricole de la plaine). Il est expulsé du Parti populaire rallié au fascisme en 1925 et obligé par les violences fascistes à s'exiler en Suisse puis en France, d'où il adhère à l'Internationale paysanne. Après la Deuxième Guerre mondiale, De Gasperi refuse son intégration à la démocratie chrétienne, au sein d'un parti qui se voulait centriste, pour ses positions trop radicales. Il fonde ainsi le Mouvement catholique pour la paix et se présente aux élections de 1948 dans les rangs de la gauche du Front démocratique populaire. Son échec électoral le marginalise de la vie politique italienne de l'après-guerre : Franco ANDREUCCI et Tommaso DETTI, *Dizionario...*, ouv. cité, volume 3, pp. 460-469.
74. Pier Paolo D'ATTORRE, « La marcia dei rurali. Associazionismo padronale e rappresentanza politica delle élites agrarie nel novecento », dans Pasquale VILLANI [dir.], *Trasformazioni delle società rurali nei paesi dell'Europa occidentale e mediterranea (secolo 19 et 20)*, Napoli, Guida, 1986, Maria MALATESTA, *I signori della terra. L'organizzazione degli interessi agrari padani*, Milan, Angeli, 1989 ; Anthony CARDOZA, *Agrarian Elites and Italian Fascism. The Province of Bologna. 1901-26*, Princeton, Princeton University Press, 1982 ; Alberto Mario BANTI, *Terra e denaro. Una borghesia padana dell'Ottocento*, Venise, Marsilio, 1989.
75. Manuela MARTINI, « Giugno 1914. Folle rivoluzionarie in azione », dans *Rivista di storia contemporanea*, 4, 1989, pp. 517-559.
76. Le cas de la plaine de Ferrare est de ce point de vue exemplaire. Voir : Paul CORNER, *Fascism in Ferrara: 1915-1925*, Londres, Oxford University Press, 1985. Pour une biographie récente en français de Mussolini, voir : Pierre MILZA, *Mussolini*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1999 ; Didier MUSIEDLAK, *Mussolini*, Paris, Presses de Science Po, 2005.
77. Cité dans : Guido CRAINZ, *Padania...*, ouv. cité p. 185.
78. Gianni TONIOLO, *L'economia dell'Italia fascista*, Rome/Bari, Laterza, 1980.

79. Paul CORNER, « Considerazioni sull'agricoltura capitalistica durante il fascismo », dans *Quaderni storici*, tome 29-30, 1975, pp. 519-29. Voir, plus récemment : Salvatore LUPU, *Le fascisme italien*, Paris, Flammarion, 2000, pp. 86-98.

80. *Ibidem*, pp. 368-85.

81. Arrigo Serpieri (Bologne, 1877-Florence, 1960). Élève de Vittorio Niccoli à l'École supérieure d'agriculture de Milan, juste après avoir obtenu son diplôme, le jeune Serpieri est chargé de cours d'économie rurale à Pérouse (1906) et ensuite à Milan. Pendant cette période, il développe de nombreuses relations avec le monde universitaire lombard et le milieu de la Société humanitaire qui l'approchent du socialisme réformiste. En 1912 le ministère de l'Agriculture lui confie la tâche de réorganiser l'Institut supérieur forestier de Florence, qu'il dirige jusqu'en 1925. En 1923, il est nommé sous-secrétaire à l'Agriculture au sein du ministère de l'Économie nationale, premier signe de son ralliement au fascisme. Député entre 1924 et 1939, pendant le régime il essaie de réaliser concrètement son modèle d'une société rurale conservatrice et non conflictuelle encadrée par l'État. Pour ce faire, il essaie de favoriser l'accès à la terre des travailleurs ruraux et de promouvoir une bonification systématique et intégrale du territoire italien. En même temps, il poursuit son activité de recherche en acceptant de nombreuses charges dans des institutions scientifiques : il est président de l'*Accademia dei Georgofili* et de l'INEA (Institut national d'économie agraire) dont il fut le fondateur. Il est nommé sénateur du Royaume en 1939 et recteur de l'Université de Florence de 1937 à 1942. Épuré en 1945 des charges publiques, il est réintégré dans les rangs universitaires en 1947 et se consacrera jusqu'en 1958 à une intense activité éditoriale en matière d'agriculture. Voir : Leandra D'ANTONE, « Politica e cultura agraria: Arrigo Serpieri », dans *Studi storici*, tome 20, n° 3, 1979, pp. 609-641 ; Leandra D'ANTONE, « L'intelligenza dell'agricoltura : Istruzione superiore, profili intellettuali e identità professionale », dans Piero BEVILACQUA [dir.], *Storia dell'agricoltura italiana contemporanea*, volume 3, Venise, Marsilio, 1991, pp. 391-427.

82. Le secrétaire général de l'INEA, Ugo Giusti, coordonne le projet concernant les monographies de familles agricoles, qui se concrétise en 16 volumes publiés entre 1931 et 1939 sous le titre : *Monografie di famiglie agricole*, Milan/Rome, Treves Treccani Tumminelli, 1931-1939. Voir : Ugo GIUSTI, *Aspetti di vita rurale italiana : relazione riassuntiva delle monografie*, Rome, s.n., 1940.

83. Silvia SALVATICI, *Contadine...*, ouv. cité, chapitre 2. Sur l'organisation fasciste des femmes et notamment les *massaie rurali* (ménagères rurales) voir : Perry WILSON, « Cooking the Patriotic Omelette: Women and the Italian Fascist Ruralization Campaign », dans *European history quarterly*, tome 4, 1997 ; Victoria DE GRAZIA, *How Fascism Ruled Women: Italy, 1920-1945*, University of California Press, 1992.

84. Leandra D'ANTONE, « La bonifica integrale fascista tra tecnica e ideologia », dans *La Questione agraria*, 17, 1985.

85. Entre 1928 et 1940, au processus de bonification coordonné par un plan général rédigé par Arrigo Serpieri, s'ajoute la fondation de douze villes nouvelles et de nombreux bourgs ruraux dans plusieurs régions italiennes : la Sardaigne, la Sicile et les Pouilles, l'*Agro pontino* autour de Rome et l'aire de l'embouchure du Pô, le *Polesine*.

86. Guido BONFANTE, « La legislazione... », art. cité, pp. 215-225.

87. *Ibidem*, p. 61

88. Voir : Roberto VIVARELLI, *Il fallimento del liberalismo : studi sulle origini del fascismo*, Bologne, Il Mulino, 1981 ; Roberto VIVARELLI, *Storia delle origini del fascismo : l'Italia dalla grande guerra alla marcia su Roma*, Bologne, Il Mulino, 1991, 2 volumes ; Alberto AQUARONE

, *L'organizzazione dello Stato totalitario*, Turin, Einaudi, 1995 ; Pierre MILZA et Serge BERNSTEIN, *Le fascisme italien, 1919-1945*, Paris, Éditions du Seuil, 1980.

89. À la fin de l'année 1948, les coopératives sont environ 17 000 et comptent 4 millions d'associés. Les coopératives de productions sont 6 500, presque 40 % du total, et comptent 500 000 membres (contre 75 000 en 1937), voir : Maurizio DEGL'INNOCENTI, « *Strutture della cooperazione...* », art. cité, pp. 64-70.

90. Guido CRAINZ, *Padania...*, ouv. cité, p. 218.

91. Pier Paolo D'ATTORRE et Alberto DE BERNARDI, Il « *lungo addio...* », art. cité, p. LIII.

92. Aldo MONTI, *Braccianti. L'epica dell'Italia contadina*, Bologne, Il Mulino, 1998.

RÉSUMÉS

Le processus d'unification et la construction du nouvel État s'accompagnent en Italie, dès le milieu du 19^e siècle, de l'essor d'une question agraire qui restera sans issue jusqu'aux années 50 du 20^e siècle. La conflictualité endémique dans le monde rural italien durant cette période d'un siècle est le fruit d'une double exclusion, économique et politique, des populations rurales. Exclues de la répartition des richesses nationales, au premier chef de la terre, et de la vie politique de la nation par un système électoral très restreint, elles ont trouvé bientôt des modalités originales d'expression de leurs aspirations. Ceci explique le poids exceptionnel, en termes d'organisation et de conflictualité, du mouvement paysan italien, le plus puissant en Europe entre la fin du 19^e siècle et le début du 20^e siècle. Cette extraordinaire participation syndicale représente une voie unique d'intégration antagonique à l'État national de vastes couches de la population rurale – et notamment des journaliers agricoles, les *braccianti*. La genèse institutionnelle et les formes de protestation du mouvement paysan sont étudiées dans cet article en continuité avec le processus de politisation des campagnes entamé par les forces libérales sous le *Risorgimento*. L'étude des origines, de l'apogée du mouvement paysan, de son écrasement par les Faisceaux de combat, et des initiatives pour endiguer le mécontentement paysan mises en œuvre par le régime fasciste, s'accompagne d'une réflexion sur les étapes marquantes et l'apport de l'historiographie italienne sur ces questions.

Manuela MARTINI, Social Conflicts and Peasant Organizations in Italy from the *Risorgimento* to the Fascist Regime

The process of unification of the Italian nation and the building of a new State were joined up with the rising, from the mid-19th century, of an "agrarian question" which kept on until the second half of the 20th century at least. Social conflicts, endemic in the countryside, were mostly issued from the economic and political exclusion of rural populations. Expelled from the distribution of the national wealth (especially from the property of the land), expelled from political life by a strict poll tax system, they had to find their own way of integration. The massive participation of the *braccianti* in agricultural unions can be read as an antagonistic way of integration to the nation. This is the reason of the extraordinary importance, in the European historical landscape, of the Italian peasants' movement. In terms of organisational efficiency as well as of protest harshness, it was the most extended movement in Europe between the end of the 19th and the two first decades of the 20th century. The analysis of the origins of the peasants' movement, of its apex and of its crushing by the fascist movement in the 20's, is in this article

coupled with a review of the Italian historiography on rural world, politization and nation-building.

INDEX

Index chronologique : XIXe siècle, XXe siècle

Index géographique : Italie